



**IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING  
PAGES**

**THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED  
TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST  
REPRODUCTIVE QUALITY**

**USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES  
REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A  
COMPLETE READING OF THE TEXT.**

**REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES  
QUI SUIVENT**

**LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN  
DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE  
REPRODUCTION**

**LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES  
LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN  
D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL**

Micromedia  
ProQuest

789 East Eisenhower Parkway  
PO Box 1346  
Ann Arbor, MI 48106-1346 USA  
Toll free: 1-800-521-0600  
Fax: (734) 997-4247  
Web: [www.micromedia.ca](http://www.micromedia.ca)



## TABLE DES MATIÈRES

1	Faits saillants
12	Mission et valeurs
13	Message du président-directeur général
15	Rétrospective des trois dernières années
19	Contribution au développement économique du Québec
33	Rentabilité économique
51	Qualité du service
55	Gestion
67	Information financière
87	Annexes



## FAITS SAILLANTS

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001, Investissement Québec a autorisé 929 interventions financières totalisant 802,6 millions de dollars, contribuant ainsi à la réalisation de projets d'une valeur de 5,4 milliards de dollars et à la création de 24 228 emplois.

### Soutien financier

Interventions financières	929
Entreprises <sup>1</sup>	819
Valeur des projets	5,4 milliards de dollars
Nouveaux emplois	24 228
Financement accordé	802,6 millions de dollars

### Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ)

Nombre de SPEQ enregistrées	40
Placements validés	83
Valeur des placements	23 millions de dollars

### Mesures fiscales visant la nouvelle économie et les régions

Nombre d'attestations d'admissibilité délivrées	321
---	-----

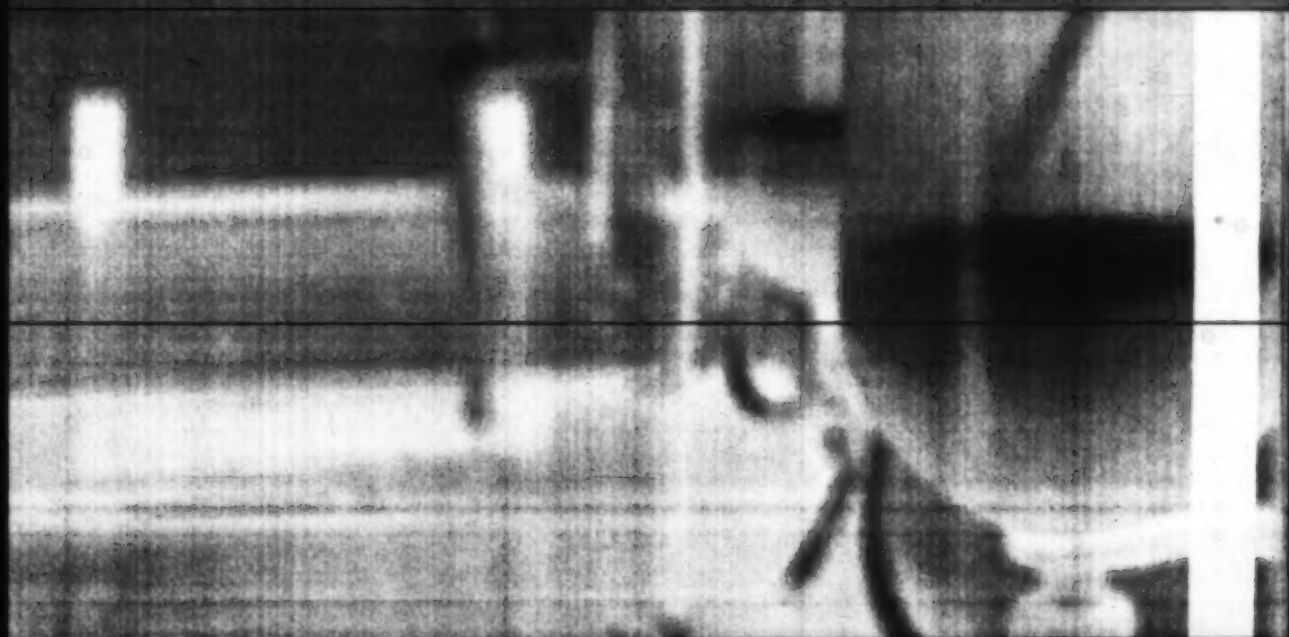
1. Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans.

# 929

INTERVENTIONS FINANCIÈRES

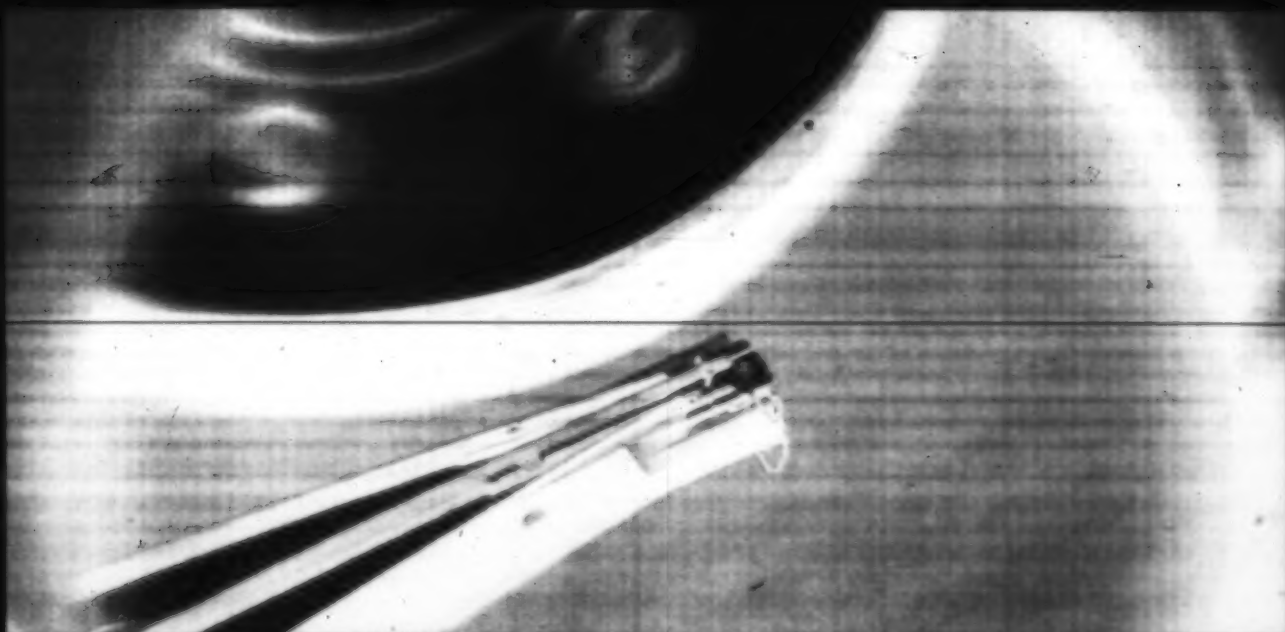


Investissement Québec a autorisé 782 interventions financières dont 49 % visaient des projets d'innovation et d'exportation. Elle a également autorisé 147 interventions financières relatives à des projets majeurs de PME ou de grandes entreprises qui, autrement, auraient pu être réalisés ailleurs dans le monde.



# 819

ENTREPRISES FINANCÉES EN 2000-2001 ET PROVENANT  
DE TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC



Chaque année, Investissement Québec sonde ses entreprises clientes au moyen d'un questionnaire sur la qualité du service à la clientèle. La satisfaction générale de la clientèle, qui était de 88% en 1999, est passée à 93% en 2001.



5,4

MILLIARDS DE DOLLARS EN INVESTISSEMENT PRIVÉ  
EN 2000-2001



Au cours des trois dernières années, Investissement Québec a appuyé des projets évalués à 14,3 milliards de dollars, confirmant ainsi sa volonté d'assumer pleinement son rôle au sein du monde des affaires et de l'économie québécoise.



# 24 228\*

NOUVEAUX EMPLOIS

\* Selon la planification fournie par les entreprises, la création des emplois peut s'étaler sur une période de trois ans.



«Les projets financés par Investissement Québec vont créer plus de 24 000 emplois au cours des trois prochaines années. C'est d'ailleurs le chiffre qui me réjouit le plus personnellement, parce qu'il représente la dimension sociale de notre mission. Celle qui donne tout son sens à notre action.»

Louis L. Roquet, président-directeur général d'Investissement Québec

**802,6**

MILLIONS DE DOLLARS EN FINANCEMENT



Le soutien financier qu'apporte la Société aux entreprises est rentable pour l'économie québécoise. Les recettes fiscales et parafiscales découlant des activités et des projets des entreprises financées par Investissement Québec sont estimées à 8,5 milliards de dollars. La Société évalue à 1,6 milliard de dollars la part des recettes que le gouvernement n'aurait pas obtenues sans son intervention.

## **NOTRE MISSION**

Créée en 1998, Investissement Québec a pour mission de contribuer au développement économique du Québec en favorisant l'accroissement de l'investissement privé et la création d'emplois. À cette fin, la Société dispose d'un ensemble d'outils financiers et fiscaux permettant à des entreprises de toute taille de réaliser des projets d'investissement dans toutes les régions du Québec. Investissement Québec complète l'action de ses partenaires financiers en assumant certains risques pour soutenir des projets qui pourraient autrement être annulés ou reportés. Elle joue aussi un rôle conseil auprès des entreprises, s'efforçant de faciliter leurs démarches et le montage financier de leurs projets. Son aide s'adresse notamment aux organisations dont l'activité promet des retombées importantes au chapitre de l'innovation et de l'exportation.

## **NOS VALEURS**

- Une relation de service fondée sur l'ouverture, la confiance et l'action conjointe.
- Une équipe compétente, proactive et responsabilisée.
- Une gestion transparente, efficace et efficiente.

## MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Investissement Québec a connu une année exceptionnelle en 2000-2001. De fait, nous avons encore une fois dépassé nos objectifs de rendement avec la signature de 929 ententes de financement pour des projets évalués à quelque 5,4 milliards de dollars. Des projets qui vont créer plus de 24 000 emplois au cours des trois prochaines années. C'est d'ailleurs le chiffre qui me réjouit le plus personnellement, parce qu'il représente la dimension sociale de notre mission. Celle qui donne tout son sens à notre action. Nous développons l'entreprise locale et l'investissement étranger dans le but de dynamiser l'économie et, du même coup, d'offrir de meilleurs débouchés aux Québécois et à leur famille.

Au cours de l'exercice, Investissement Québec a enrichi son offre de plusieurs nouveaux programmes, dont Déclie PME, tout en rendant plus accessible le programme FAIRE, qui s'adresse aux grandes entreprises. Nous avons également assumé un nouveau rôle, soit la délivrance d'attestations d'admissibilité aux crédits d'impôt destinés aux entreprises de la nouvelle économie. Résultat, Investissement Québec peut maintenant se vanter d'offrir une solution globale aux investisseurs. Nous avons en effet les programmes, les services et les spécialistes pour aider les entreprises tout au long de leur développement, de leur démarrage jusqu'à leur déploiement à l'international.

Toutefois, dans un secteur aussi concurrentiel que le nôtre, on ne peut se permettre de se reposer sur ses lauriers. Il faut continuellement anticiper les besoins de la clientèle acquise et éventuelle. C'est pourquoi nous avons entrepris de transformer Investissement Québec en une organisation totalement engagée au service du client. Ce qui implique, d'une part, de resserrer notre collaboration avec les entreprises qui ont un potentiel de croissance et l'encadrement nécessaire pour l'exploiter et, d'autre part, de concentrer notre effort de prospection sur les entreprises dont les besoins correspondent à ce que le Québec peut offrir, notamment une main-d'œuvre qualifiée, de l'énergie abondante et un niveau de vie élevé.

Pour réussir notre virage-clients, nous avons adopté un plan stratégique triennal qui prévoit d'importants changements organisationnels. Ainsi, les opérations seront fortement décentralisées pour permettre au personnel de contact de fournir une gamme complète de solutions aux clients. La décentralisation aura aussi pour effet d'accroître le pouvoir de décision des bureaux régionaux.

Nous avons de grandes ambitions pour le prochain exercice, mais étant donné la compétence et l'enthousiasme de notre personnel, sans oublier la précieuse contribution de notre conseil d'administration, j'ai toute confiance que nous serons à la hauteur. C'est une vraie fierté que de pouvoir travailler et partager les joies du succès avec une telle équipe.



Louis L. Bouchard

Président-directeur général



## RÉTROSPECTIVE DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Favoriser l'investissement privé au Québec fait partie de la mission d'investissement Québec. Au cours des trois dernières années, la Société a appuyé des projets évalués à 14,3 milliards de dollars, confirmant ainsi sa volonté d'assumer pleinement son rôle au sein du monde des affaires et de l'économie québécoise.

Depuis sa création, en 1998, la Société a autorisé 2 530 interventions financières. Le financement total ainsi autorisé s'élève à 2,2 milliards de dollars.

### Nombre d'interventions financières

1998 - 1999	831
1999 - 2000	715
2000 - 2001	929

### Valeur des projets (M\$)

1998 - 1999	4 925,5
1999 - 2000	5 407,2
2000 - 2001	5 301,9

Les résultats des trois dernières années dépassent très largement l'objectif quinquennal fixé par le gouvernement du Québec en 1998, qui avait placé la barre à 6,3 milliards de dollars d'investissements.



## GAMME DES PRODUITS

La Société a élargi ses programmes, notamment les garanties de prêt, le Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE) et les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ), afin de répondre aux besoins de certains clients en matière de flux de trésorerie et aux besoins des entreprises dans certains secteurs d'activité et dans certaines régions.

La Société appuie les entreprises en démarrage grâce à son programme Déclie PME, lancé au printemps 2000. Elle apporte aussi un soutien financier supplémentaire aux PME ayant le désir et le potentiel de croître, cette fois par l'intermédiaire de sa nouvelle filiale et de son nouveau programme Immigrants investisseurs.

Enfin, Investissement Québec délivre maintenant les attestations d'admissibilité relatives aux crédits d'impôt octroyés aux entreprises de la nouvelle économie et de certaines régions-ressources.

## PRÉSENCE AU QUÉBEC ET DANS LE MONDE

Pour mieux répondre aux nombreuses demandes de ses clients, Investissement Québec a augmenté son effectif de 195 à 344 personnes depuis 1998. De plus, la Société a des bureaux dans neuf régions administratives du Québec, ce qui permet aux entreprises locales d'avoir plus facilement accès à ses services et favorise une plus grande synergie avec les intervenants régionaux. Ce nombre augmentera au cours de l'exercice suivant, en conformité avec les exigences du dernier budget du gouvernement du Québec en matière de régions-ressources.

Par ailleurs, afin d'étendre ses activités de prospection à l'étranger, la Société travaille avec des démarcheurs internationaux ainsi qu'une équipe chargée du suivi des filiales étrangères établies au Québec. Ces derniers constituent la porte d'entrée principale des investisseurs étrangers.

## PROMOTION ET PROSPECTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Au cours des trois dernières années, les efforts de promotion du Québec et de prospection des investissements étrangers se sont intensifiés. À ce jour, la Société a mené 430 activités de promotion, de prospection et de réseautage, au cours desquelles elle a rencontré 1 828 nouvelles entreprises et accueilli 642 investisseurs. Grâce à ces activités, 29 nouvelles entreprises se sont implantées au Québec et 33 entreprises déjà présentes sur le territoire ont pris de l'expansion. Au chapitre des retombées, ces implantations et ces expansions devraient générer des investissements estimés à 2 milliards de dollars et contribuer à la création de 7 143 emplois.

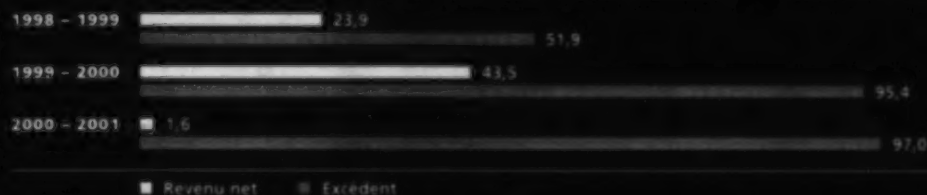
Europe	685,6 M\$	3 548 emplois
Amérique	1 348,1 M\$	3 244 emplois
Asie / Océanie / Moyen-Orient	57,5 M\$	351 emplois
<b>Total</b>	<b>2 091,2 M\$</b>	<b>7 143 emplois</b>

## SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

La valeur du portefeuille d'interventions financières, après déduction de la provision cumulée pour pertes, a progressé. Elle s'élevait à 1,24 milliard de dollars au 31 mars 1999, à 1,28 milliard au 31 mars 2000 et à 1,35 milliard au 31 mars 2001.

Comme l'indique le graphique ci-dessous, le revenu net annuel des trois derniers exercices représente respectivement 23,9 millions de dollars, 43,5 millions et 1,6 million<sup>1</sup>. L'excédent à la fin de chaque exercice est passé de 51,9 millions de dollars en 1999 à 95,4 millions en 2000, puis à 97,0 millions en 2001.

### Revenu net et excédent (M\$)



RÉTROSPECTIVE DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

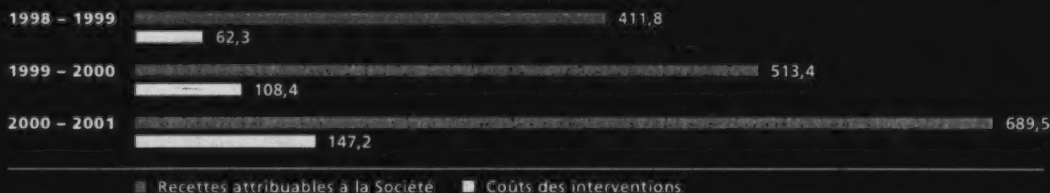
1. La baisse du revenu net est principalement attribuable à la hausse de la dépense de provision pour pertes dans le cas des interventions financières non garanties par le gouvernement du Québec (voir explication p. 69).

## RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE

Le soutien financier qu'apporte la Société aux entreprises est rentable pour l'économie québécoise. Les recettes fiscales et parafiscales découlant des activités et des projets des entreprises financées par Investissement Québec sont estimées à 8,5 milliards de dollars. La Société évalue à 1,6 milliard<sup>4</sup> de dollars la part des recettes que le gouvernement n'aurait pas obtenue sans son intervention.

Le ratio avantages-coûts est demeuré supérieur à 4/1 au cours des trois dernières années. En effet, le gouvernement du Québec a perçu 6,61 \$ en 1998-1999, 4,74 \$<sup>5</sup> en 1999-2000 et 4,68 \$ en 2000-2001 en recettes fiscales et parafiscales pour chaque dollar que lui a coûté Investissement Québec. Ces chiffres confirment l'effet de levier de l'action d'Investissement Québec.

### Recettes attribuables à la Société et coûts (M\$)



### Ratio avantages-coûts



## SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE

Chaque année, la Société sonde ses entreprises clientes au moyen d'un questionnaire sur la qualité du service à la clientèle. La satisfaction générale<sup>6</sup> de la clientèle, qui était de 88 % en 1999, est passée à 93 % en 2001.

4. La méthode utilisée pour calculer cette part est expliquée à l'annexe 1.

5. Des ajustements comptables ont été apportés au calcul des coûts pour les exercices précédents afin de tenir compte de leur présentation dans les états financiers. Les coûts ont été modifiés à la hausse, ce qui explique la baisse du ratio en 2000-2001 par rapport aux ratios présentes dans les rapports annuels antérieurs de la Société. De plus, le calcul des retombées économiques a été ajusté pour exclure les activités des entreprises ayant bénéficié de l'Entente auxiliaire Canada-Québec.

6. Proportion des répondants satisfaits pour l'ensemble des thèmes évalués dans le questionnaire.

## CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Investissement Québec joue un rôle important dans la mise en œuvre de la stratégie de développement économique du gouvernement du Québec, en soutenant la croissance d'entreprises de toute taille et de tout type dans de nombreux secteurs et dans toutes les régions.

Voici les résultats de l'action menée par Investissement Québec, au cours de l'exercice, par l'entremise de ses multiples programmes et mesures. Ces résultats sont présentés par type de programme ou volet de programme, par secteur et par région, et sont précédés d'un survol de la conjoncture économique au Québec.

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Depuis le milieu des années 90, le Québec a connu une forte croissance économique. L'investissement des entreprises, conjugué à la hausse importante de la consommation des ménages, a joué un rôle déterminant dans cet essor. En 2000, la croissance économique au Québec a ainsi dépassé la moyenne canadienne pour la troisième année consécutive, comme l'indique le tableau ci-dessous.

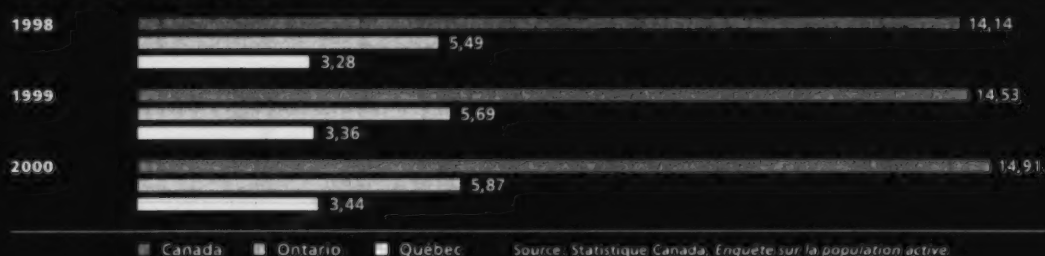
### Croissance des investissements en immobilisations (privés et publics)<sup>(1)</sup>

	1998	1999	2000	Taux de croissance annuel moyen (1998-2000)
Québec	7,6 %	6,5 %	9,0 %	7,7 %
Ontario	5,2 %	5,3 %	9,6 %	6,7 %
Canada	5,9 %	6,4 %	8,7 %	7,0 %

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances de l'Ontario.

(1) Ces données excluent la construction résidentielle.

### Nombre d'emplois (en millions)



Le marché du travail au Québec a aussi profité de cette croissance. Le nombre de personnes ayant un emploi au Québec se situait à 3,4 millions en 2000, ce qui représente une hausse annuelle moyenne de 2,4 % depuis 1998.

Le pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans qui détient un emploi a augmenté de 2,6 points au Québec depuis 1998, comparativement à 2,5 points en Ontario et 2,2 points au Canada.

De plus, le taux de chômage a diminué davantage au Québec depuis 1998, passant de 10,3 % à 8,4 % en 2000, soit une baisse de 1,9 point, comparativement à une diminution de 1,5 point en Ontario et au Canada.



**FINANCEMENT ACCORDÉ PAR PROGRAMME OU VOLET DE PROGRAMME**

Au cours de l'exercice, la Société a autorisé 929 interventions financières auprès de 819 entreprises, dont 93 % étaient des PME<sup>7</sup>. Par rapport à l'exercice 1999-2000, le nombre d'interventions a augmenté de 21 %. En moyenne, le soutien financier s'élève à 980 000 \$ par entreprise, comparativement à 885 000 \$ pour l'exercice précédent.

Le tableau ci-dessous indique que, dans 782 cas (84 %), Investissement Québec a recours à des programmes, ou des volets de programmes, qui sont complémentaires au financement offert par le secteur privé. Concrètement, les entreprises ont bénéficié d'une garantie qui leur a permis d'obtenir un prêt, une marge de crédit ou d'autres formes de financement auprès d'institutions financières.

De ces 782 interventions, 49 % touchaient des projets d'innovation et d'exportation, alors que 18 % visaient à soutenir des entreprises en démarrage par l'entremise du programme Déclik PME. La Société a ainsi dépassé les objectifs de son plan d'action triennal, qui prévoyait, pour l'exercice 2000-2001, 665 interventions financières de ce type.

**Financement accordé par programme ou volet de programme, 2000-2001**

Programme ou volet de programme	Nombre d'interventions financières	Valeur (M\$)		Nombre d'emplois <sup>(2)</sup>	
		Financement	Projets <sup>(1)</sup>	Existants	Nouveaux
Production et alliance	97	42,2	169,8	5 081	1 159
Innovation					
• Crédit d'impôt	230	63,5	319,2	4 799	2 606
• Développement	40	10,6	38,6	542	387
Exportation					
• Marge de crédit	79	49,2	77,5	3 549	737
• Commercialisation	35	12,6	35,7	1 364	509
Coopérative	48	17,3	36,6	2 507	343
OBNL <sup>(3)</sup> - économie sociale	93	24,3	60,0	1 147	1 122
Déclik PME	138	10,5	31,0	583	862
Autre <sup>(3)</sup>	22	12,8	29,9	916	129
<b>Total partiel</b>	<b>782</b>	<b>243,0</b>	<b>798,3</b>	<b>20 488</b>	<b>7 854</b>

**Financement de projets majeurs, 2000-2001**

FAIRE	139	434,4	4 365,6	20 094	16 374
Mandats gouvernementaux	8	125,2	228,0	309	0
<b>Total partiel</b>	<b>147</b>	<b>559,6</b>	<b>4 593,6</b>	<b>20 403</b>	<b>16 374</b>
<b>Total</b>	<b>929</b>	<b>802,6</b>	<b>5 391,9</b>	<b>40 891</b>	<b>24 228</b>

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans.

(2) Organisme à but non lucratif.

(3) Cette catégorie inclut les sommes engagées dans le cadre du Fonds de roulement de croissance, du Fonds de roulement de redressement, de la Mesure d'expérimentation, du programme Immigrants investisseurs et de Recyc-Québec.

7. On définit une PME comme une entreprise comptant moins de 100 employés dans les secteurs primaire et tertiaire, ou comptant moins de 200 employés dans le secteur secondaire. Il s'agit du nombre d'employés avant l'intervention financière d'Investissement Québec.

Investissement Québec a également autorisé 147 interventions financières relatives à des projets majeurs de PME ou de grandes entreprises (16 % de l'ensemble des interventions) qui, autrement, auraient pu être réalisées ailleurs dans le monde. Les projets ainsi financés ont bénéficié soit de contributions remboursables (366,5 millions de dollars), soit de contributions non remboursables (193,1 millions de dollars). Le nombre d'interventions faites dans le cadre du programme FAIRE est demeuré constant par rapport à l'exercice précédent. La valeur des projets, par contre, s'est accrue de 47 %, passant de 3 à 4,4 milliards de dollars. La Société a ainsi dépassé de 42 % les objectifs fixés dans son plan d'action, qui prévoyait financer, pour l'exercice 2000-2001, des projets d'une valeur de 3,1 milliards de dollars.

### SOCIÉTÉS DE PLACEMENTS DANS L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE

La Société gère une mesure fiscale relative à l'investissement dans les PME : les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ). Créé en 1985, cet outil permet d'investir dans le capital-actions ordinaire d'une PME en retour d'avantages fiscaux. La création d'une SPEQ comporte plusieurs étapes : constitution en société par actions, recrutement des actionnaires, enregistrement et validation du placement auprès d'Investissement Québec. Au cours de l'exercice, la Société a enregistré 40 SPEQ et validé 83 placements d'une valeur totale de 23 millions de dollars.

#### SPEQ en 2000-2001

Nombre de SPEQ enregistrées	40
Nombre de placements	83
Valeur des placements	23 M\$

### MESURES FISCALES VISANT LA NOUVELLE ÉCONOMIE ET LES RÉGIONS

Investissement Québec dispose maintenant de diverses mesures fiscales visant à stimuler la création et l'expansion d'entreprises de la nouvelle économie<sup>8</sup>. Ces mesures permettent aux entreprises admissibles de bénéficier de crédits d'impôt et d'exemptions fiscales. Elles visent à encourager la création et la croissance des entreprises appartenant à la nouvelle économie et à certains secteurs de production. Elles favorisent aussi la création de pôles technologiques permettant de maximiser les collaborations et incitant les entreprises à s'installer dans des immeubles adaptés aux nouvelles technologies. Certaines mesures visent à accroître les avantages propres à une région.

La Société a le mandat d'administrer ces mesures fiscales en délivrant des attestations d'admissibilité aux entreprises répondant aux critères de sélection<sup>9</sup>.

En 2000-2001, Investissement Québec a délivré 321 attestations d'admissibilité à des entreprises qui prévoient créer plus de 6 600 emplois sur une période maximale de trois ans. Ces données ne figurent toutefois pas dans le tableau de la page 21 (Financement accordé par programme ou volet de programme, 2000-2001), car il est possible que les emplois créés soient déjà soutenus autrement par Investissement Québec et qu'ils soient, de ce fait, comptabilisés dans d'autres programmes.

8. Les principaux secteurs admissibles, sous certaines conditions et selon la mesure visée, sont les technologies de l'information et des communications, les biotechnologies, certains secteurs de la fabrication et de la transformation de biens, le domaine environnemental, la technologie des matériaux et les services de nature scientifique et technologique.

9. Ces critères portent sur le secteur d'activité de l'entreprise et sur sa situation géographique, selon le cas.

### Attestations délivrées et nouveaux emplois, 2000-2001

Mesure fiscale	Nombre d'attestations délivrées	Nombre de nouveaux emplois <sup>(1)</sup>
Centres de développement des technologies de l'information (CDTI)	39	1 508
Cité du multimédia	20	1 134
Carrefours de la nouvelle économie (CNE)	98	2 317
Centre national des nouvelles technologies de Québec (CNNTQ)	39	1 639
Crédit d'impôt à la Gaspésie et à certaines régions maritimes	3	45
Crédit d'impôt pour la production de titres multimédias	89	n/d
Spectacles numériques	0	0
Technopôle Angus	3	n/d
Vallée de l'Aluminium	30	n/d
<b>Total</b>	<b>321</b>	<b>6 643</b>

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, la création des emplois s'étale sur une période maximale de trois ans.

Exception faite de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, les entreprises qui bénéficient des mesures fiscales se répartissent sur tout le territoire du Québec. Toutefois, quatre régions se démarquent : Montréal (116 attestations), la région de la capitale nationale (50 attestations) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (46 attestations).

#### Répartition régionale des entreprises ayant obtenu une attestation, 2000-2001

Mesure fiscale	Nombre d'attestations délivrées	Nombre de nouveaux emplois <sup>(1)</sup>
Abitibi-Témiscamingue	4	68
Bas-Saint-Laurent	19	533
Capitale nationale	50	1 613
Centre-du-Québec	2	48
Chaudière-Appalaches	13	599
Côte-Nord	0	0
Estrie	11	428
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7	137
Lanaudière	7	188
Laurentides	7	687
Laval	6	40
Mauricie	10	236
Montérégie	14	233
Montréal	116	988
Nord-du-Québec	0	0
Outaouais	9	433
Saguenay-Lac-Saint-Jean	46	412
<b>Total</b>	<b>321</b>	<b>6 643</b>

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, la création des emplois s'étale sur une période maximale de trois ans.

#### ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER

Selon l'analyse de la Société, la probabilité qu'un projet d'entreprise étrangère se réalise ailleurs qu'au Québec est plus élevée que pour la plupart des autres projets pour plusieurs raisons. D'une part les ventes se font, dans une large proportion, à l'extérieur du Québec et, d'autre part, ces entreprises sont souvent en concurrence avec d'autres divisions ou filiales au sein de leur groupe pour l'obtention de mandats mondiaux (10 cas sur 11). Par ailleurs, le Québec constitue rarement leur seule option comme lieu d'investissement, et elles sont fortement courtisées par d'autres agences internationales de développement qui possèdent des outils de financement compétitifs.

Au cours de l'exercice, 52 des 129 interventions financières<sup>10</sup> autorisées dans le cadre du programme FAIRE (40 %) étaient destinées à des entreprises sous contrôle étranger<sup>11</sup>. Les projets financés s'élèvent à 2,2 milliards de dollars, comptant pour 53 % de la valeur totale des projets financés par le programme FAIRE.

10. Dans le tableau de la page 21, le nombre total d'interventions financières autorisées au cours de l'exercice, dans le cadre du programme FAIRE, est plus élevé que celui mentionné dans la présente analyse, qui exclut les études de faisabilité et les dossiers traités en vertu de l'article 28 (AR28FA).

11. Il y a contrôle étranger lorsque 50 % et plus des actions sont détenues par des intérêts étrangers.

L'apport économique des entreprises sous contrôle étranger est important. En effet, leur présence favorise une migration d'emplois vers le Québec. De plus, le déplacement d'activités entre sociétés québécoises engendré par ces nouveaux investissements est minime. Cette année, près de 44 % des interventions financières destinées aux entreprises étrangères dans le cadre du programme FAIRE visaient à soutenir l'implantation d'entreprises au Québec, 29 % visaient à appuyer des projets de sauvegarde<sup>12</sup> et 27 % visaient des projets d'expansion d'entreprises déjà établies au Québec. On évalue à 3 565 les emplois ainsi conservés.

Parmi les 52 entreprises étrangères ayant bénéficié du programme FAIRE, soulignons que 13 ont réalisé un projet d'investissement au Québec grâce aux efforts de prospection menés par Investissement Québec. Leurs projets donneront lieu à des investissements de 575,3 millions de dollars et contribueront à la création de 1 453 emplois. Neuf projets visaient l'implantation d'une nouvelle entreprise et quatre étaient des projets de modernisation ou d'expansion.

Par ailleurs, 11 projets d'investissements étrangers ont été réalisés au Québec avec l'appui d'Investissement Québec, mais sans l'aide financière de celle-ci. Ils devraient susciter des investissements de 83,2 millions de dollars et entraîner la création de 1 334 emplois.

#### **FINANCEMENT ACCORDÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

Comme l'indique le tableau de la page suivante, Investissement Québec est intervenue dans la plupart des secteurs d'activité économique visés par ses programmes d'aide. On constate que 73 % des projets financés par la Société se situent dans le secteur secondaire, représentant 54 % du financement autorisé. En comparaison, ce même secteur regroupait 56 % des projets financés lors de l'exercice précédent, comptant pour 70 % de l'engagement financier total.

Des 476 interventions financières effectuées dans le secteur secondaire, certaines touchaient les industries de haute technologie, notamment la fabrication de produits électriques, électroniques ou chimiques. D'autre part, le secteur tertiaire, qui compte pour 41 % du financement autorisé par la Société, englobe les services informatiques, qui génèrent également des projets de haute technologie.

Au total, Investissement Québec a soutenu des projets d'une valeur de 452,7 millions de dollars dans le secteur primaire, de 3,9 milliards dans le secteur secondaire et de 1 milliard dans le secteur tertiaire.

12. Comprend les projets visant à sauvegarder une entreprise ainsi que les projets visant à sauvegarder une entreprise et à soutenir sa croissance.

## Financement accordé par secteur d'activité économique, 2000-2001

Secteur d'activité économique	Nombre d'interventions financières	Valeur (M\$)		Nombre d'emplois <sup>(1)</sup>	
		Financement	Projets <sup>(1)</sup>	Existants	Nouveaux
<b>Primaire</b>					
Agriculture et pêche	10	5,6	9,5	541	134
Foresterie	12	1,6	2,7	1 375	72
Mines	3	37,6	440,6	161	138
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>44,8</b>	<b>452,7</b>	<b>2 077</b>	<b>344</b>
<b>Secondaire</b>					
Alimentation et boissons	40	15,1	122,4	1 739	737
Caoutchouc et plastique	24	13,9	108,7	963	365
Industrie du cuir	1	0,7	1,5	21	136
Produits du textile et textile de 1 <sup>re</sup> transformation	9	23,0	233,2	1 185	616
Vêtements	26	11,2	26,7	1 003	946
Produits du bois	51	71,9	670,2	2 791	1 364
Meubles	20	5,5	30,1	2 536	712
Papier	14	98,6	898,8	4 067	755
Imprimerie	7	3,5	33,6	440	82
Métaux de 1 <sup>re</sup> transformation	8	4,5	20,0	169	174
Produits métalliques	43	21,8	184,8	2 140	1 139
Machinerie	33	9,2	36,4	767	410
Matériel de transport	25	11,6	117,8	1 215	635
Produits électriques et électroniques	68	38,5	392,7	4 820	2 196
Produits minéraux non métalliques	8	2,9	6,0	271	23
Industries chimiques	48	76,0	884,3	2 651	742
Industries manufacturières diverses	51	22,2	144,6	2 442	967
<b>Total</b>	<b>476</b>	<b>430,0</b>	<b>3 911,7</b>	<b>29 220</b>	<b>11 999</b>
<b>Tertiaire</b>					
Construction et transport	22	27,8	81,4	1 048	266
Communications	6	1,6	7,8	41	40
Commerce de gros et de détail	39	39,8	91,9	1 338	136
Services d'informatique	189	51,2	375,1	3 762	2 709
Centres d'appels téléphoniques	27	53,6	84,0	967	6 710
Autres services aux entreprises	18	2,2	7,6	200	162
Soins de santé et services sociaux	98	24,6	66,5	987	976
Tourisme	12	6,6	47,5	830	247
Autres industries de services	17	125,4	265,7	421	639
<b>Total</b>	<b>428</b>	<b>327,8</b>	<b>1 027,5</b>	<b>9 594</b>	<b>11 885</b>
<b>Total global</b>	<b>929</b>	<b>802,6</b>	<b>5 391,9</b>	<b>40 891</b>	<b>24 228</b>

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans.



## FINANCEMENT ACCORDÉ PAR RÉGION

Le tableau qui suit illustre la répartition régionale des interventions financières autorisées par Investissement Québec au cours de l'exercice. Cinq régions se démarquent, car elles ont recueilli 65 % du financement accordé par la Société: Montréal (268 interventions financières), la Montérégie (114), la région de la capitale nationale (88), la région de Chaudière-Appalaches (76) et l'Estrie (57).

### Financement accordé par région administrative, 2000-2001

Région administrative et catégorie de programmes	Investissements réalisés au Québec en 2000 (%) <sup>(a)</sup>	Nombre d'interventions financières	Valeur (\$)		Investissements soutenus par Investissement Québec (%) <sup>(a)</sup>	Nombre d'emplois <sup>(a)</sup>	
			Financement	Projets <sup>(b)</sup>		Existants	Nouveaux
<b>Abitibi-Témiscamingue (6)<sup>(c)</sup></b>							
Garantie PME		14	3 390 243	9 781 962		255	122
Déclic PME		1	39 600	49 500		1	2
FAIRE et mandats gouv.		5	10 700 000	111 450 000		182	277
<b>Total</b>	<b>3,2 %</b>	<b>20</b>	<b>14 129 843</b>	<b>121 281 462</b>	<b>2,4 %</b>	<b>438</b>	<b>401</b>
<b>Bas-Saint-Laurent (8)</b>							
Garantie PME		24	7 477 339	20 591 771		586	193
Déclic PME		3	300 000	1 104 000		15	52
FAIRE et mandats gouv.		1	1 000 000	12 500 000		65	35
<b>Total</b>	<b>1,8 %</b>	<b>28</b>	<b>8 777 339</b>	<b>34 195 771</b>	<b>0,4 %</b>	<b>666</b>	<b>280</b>
<b>Capitale nationale (3)</b>							
Garantie PME		59	13 348 981	62 455 769		1 939	598
Déclic PME		22	1 781 200	4 978 222		46	102
FAIRE et mandats gouv.		7	12 165 000	60 801 000		968	362
<b>Total</b>	<b>6,8 %</b>	<b>88</b>	<b>27 295 181</b>	<b>128 234 991</b>	<b>1,8 %</b>	<b>2 953</b>	<b>1 062</b>
<b>Centre-du-Québec (8)</b>							
Garantie PME		20	6 102 200	14 276 307		709	63
Déclic PME		5	424 000	997 500		14	23
FAIRE et mandats gouv.		8	15 222 000	179 345 256		2 955	1 023
<b>Total</b>	<b>2,8 %</b>	<b>33</b>	<b>21 748 200</b>	<b>194 619 063</b>	<b>3,8 %</b>	<b>3 678</b>	<b>1 109</b>
<b>Chaudière-Appalaches (2)</b>							
Garantie PME		63	24 910 822	82 426 892		2 354	512
Déclic PME		6	448 000	1 078 020		9	41
FAIRE et mandats gouv.		7	10 450 000	132 147 600		1 406	459
<b>Total</b>	<b>4,6 %</b>	<b>76</b>	<b>35 808 822</b>	<b>215 652 512</b>	<b>4,0 %</b>	<b>3 769</b>	<b>1 012</b>
<b>Côte-Nord (3)</b>							
Garantie PME		4	1 287 920	6 774 599		242	51
Déclic PME		—	—	—		—	—
FAIRE et mandats gouv.		2	18 300 000	191 400 000		67	150
<b>Total</b>	<b>3,0 %</b>	<b>6</b>	<b>19 587 921</b>	<b>198 174 599</b>	<b>4,0 %</b>	<b>309</b>	<b>201</b>



Région administrative et catégorie de programmes	Investissements réalisés au Québec en 2000 (%) <sup>10</sup>	Nombre d'interven- tions financières	Valeur (\$)		Investissements soutenus par l'investissement Québec (%) <sup>11</sup>	Nombre d'emplois <sup>12</sup>	
			Financement	Projets <sup>13</sup>		Existants	Nouveaux
Estrie (6)							
Garantie PME		29	8 259 460	28 811 142		577	200
Déclic PME		12	904 477	3 409 802		61	69
FAIRE et mandats gouv.		16	37 647 800	368 589 445		2 367	2 262
<b>Total</b>	<b>4,0 %</b>	<b>57</b>	<b>46 811 737</b>	<b>400 810 389</b>	<b>7,7 %</b>	<b>3 005</b>	<b>2 531</b>
Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine (9)							
Garantie PME		7	1 508 199	5 745 100		185	85
Déclic PME		6	285 062	873 761		17	31
FAIRE et mandats gouv.		2	4 600 000	9 657 000		—	756
<b>Total</b>	<b>0,5 %</b>	<b>15</b>	<b>6 393 261</b>	<b>16 275 861</b>	<b>0,3 %</b>	<b>202</b>	<b>872</b>
Lanaudière (3)							
Garantie PME		18	6 692 279	19 648 991		367	213
Déclic PME		3	243 200	1 595 495		19	22
FAIRE et mandats gouv.		3	2 461 080	29 656 000		237	222
<b>Total</b>	<b>3,6 %</b>	<b>24</b>	<b>9 396 559</b>	<b>50 900 486</b>	<b>0,9 %</b>	<b>623</b>	<b>457</b>
Laurentides (4)							
Garantie PME		32	12 636 505	47 612 820		1 285	571
Déclic PME		11	816 000	1 503 111		82	84
FAIRE et mandats gouv.		6	11 175 000	129 550 721		446	350
<b>Total</b>	<b>7,5 %</b>	<b>49</b>	<b>24 627 505</b>	<b>178 666 652</b>	<b>3,0 %</b>	<b>1 813</b>	<b>1 005</b>
Laval (2)							
Garantie PME		30	7 963 875	31 574 839		536	269
Déclic PME		6	464 152	1 348 347		26	38
FAIRE et mandats gouv.		8	5 688 000	55 998 000		494	747
<b>Total</b>	<b>3,6 %</b>	<b>44</b>	<b>14 116 027</b>	<b>88 921 186</b>	<b>1,3 %</b>	<b>1 056</b>	<b>1 054</b>
Mauricie (7)							
Garantie PME		10	1 532 876	4 160 296		296	139
Déclic PME		6	388 000	1 558 368		9	28
FAIRE et mandats gouv.		3	33 000 000	466 215 000		650	488
<b>Total</b>	<b>3,2 %</b>	<b>19</b>	<b>34 920 876</b>	<b>471 933 664</b>	<b>9,6 %</b>	<b>955</b>	<b>655</b>
Montréal (2)							
Garantie PME		79	29 098 343	96 566 871		2 749	928
Déclic PME		17	1 240 000	2 943 200		74	103
FAIRE et mandats gouv.		18	34 319 500	308 731 219		1 088	2 087
<b>Total</b>	<b>16,2 %</b>	<b>114</b>	<b>64 657 843</b>	<b>408 241 290</b>	<b>7,1 %</b>	<b>3 911</b>	<b>3 118</b>
Montréal (7)							
Garantie PME		182	85 280 046	269 806 858		5 794	2 508
Déclic PME		32	2 591 999	6 819 984		134	220
FAIRE et mandats gouv.		54	290 341 225	1 940 795 544		8 650	6 839
<b>Total</b>	<b>27,4 %</b>	<b>268</b>	<b>378 213 270</b>	<b>2 217 422 386</b>	<b>40,5 %</b>	<b>14 578</b>	<b>9 567</b>

Région administrative et catégorie de programmes	Investissements	Nombre	Valeur (\$)		Investissements	Nombre	
	réalisés au Québec en 2000 (%) <sup>(1)</sup>	d'interven- tions financières	Financement	Projets <sup>(2)</sup>	soutenus par Investissement Québec (%) <sup>(3)</sup>	Existants	Nouveaux
Nord-du-Québec (0)							
Garantie PME		19	6 233 499	11 120 500		340	2
Déclic PME		—	—	—		—	—
FAIRE et mandats gouv.		1	8 200 000	116 500 000		607	—
<b>Total</b>	<b>0,5 %</b>	<b>20</b>	<b>14 433 499</b>	<b>127 620 500</b>	<b>2,6 %</b>	<b>947</b>	<b>2</b>
Outaouais (4)							
Garantie PME		23	4 800 557	19 520 313		247	181
Déclic PME		1	40 000	96 600		1	2
FAIRE et mandats gouv.		1	450 000	6 000 000		—	50
<b>Total</b>	<b>3,0 %</b>	<b>25</b>	<b>5 290 557</b>	<b>25 616 913</b>	<b>0,2 %</b>	<b>248</b>	<b>233</b>
Saguenay- Lac-Saint-Jean (7)							
Garantie PME		31	11 920 168	36 396 134		1 444	357
Déclic PME		7	580 000	2 691 135		75	45
FAIRE et mandats gouv.		5	63 909 500	474 259 026		221	267
<b>Total</b>	<b>8,1 %</b>	<b>43</b>	<b>76 409 668</b>	<b>513 346 295</b>	<b>10,4 %</b>	<b>1 740</b>	<b>669</b>
Total – Garantie PME		644	232 443 312	767 271 164		19 905	6 992
Total – Déclic PME		138	10 545 690	31 047 045		583	862
Total – FAIRE et mandats gouv.		147	559 629 106	4 593 595 811		20 403	16 374
<b>Total global</b>	<b>100,0 %</b>	<b>929</b>	<b>802 618 108</b>	<b>5 391 914 020</b>	<b>100,0 %</b>	<b>40 891</b>	<b>24 228</b>

(1) 2000 représente l'année civile.

(2) Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans.

(3) Ce pourcentage représente la part des dépenses en immobilisations. Par conséquent, il inclut les programmes suivants : Production et alliance, Immigrants investisseurs, Garantie Coop, Déclic PME, Garantie Économie sociale, FAIRE et mandats gouvernementaux.

(4) Les chiffres entre parenthèses représentent une cote de disparité régionale pouvant varier de 0 à 10. Plus la cote est élevée, plus la région est désavantagée par rapport à la moyenne québécoise.

Les projets soumis dans le cadre du programme Déclic PME touchent 15 des 17 régions. En ce qui concerne les programmes Garantie PME et FAIRE ainsi que les mandats gouvernementaux, des projets ont été autorisés dans chacune des 17 régions.

Dans certaines régions, le pourcentage des projets soutenus par Investissement Québec est supérieur au pourcentage des projets réalisés dans ces régions par rapport à l'ensemble du territoire québécois. C'est le cas du Centre-du-Québec, où l'investissement soutenu par la Société équivaut à 1,4 fois les investissements réalisés dans l'ensemble de la région. En Estrie, ce ratio est de 1,9 alors qu'il est de 3 en Mauricie, de 1,5 à Montréal et de 1,3 au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Investissement Québec pourrait ainsi contribuer, à terme, à réduire les écarts régionaux.

De plus, ces régions ont toutes une cote de disparité élevée, soit 8 pour le Centre-du-Québec, 6 pour l'Estrie, 7 pour la Mauricie, 7 pour Montréal et 7 pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Cette cote, attribuée par Investissement Québec, indique que ces régions présentent un taux d'emploi plus faible, un pourcentage de prestataires de la sécurité du revenu plus élevé ou un revenu par habitant plus faible que la moyenne québécoise.

## PARTICIPATION AU PLAN DE RELANCE DE LA GASPÉSIE

Investissement Québec a autorisé 15 interventions financières dans le cadre de la Garantie PME (7), des programmes Déclifc PME (6) et FAIRE et des mandats gouvernementaux (2) dans la région de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Ces projets de plus de 16 millions de dollars permettront de créer 872 emplois dans la région.

D'autre part, lors de la mise en place du Plan de relance de la Gaspésie, Investissement Québec a été sollicitée pour deux raisons : produire des opinions financières et analyser les dossiers soumis dans le cadre du programme de soutien aux projets économiques de la Gaspésie (PSPE). Au total, 11 dossiers ont reçu un soutien financier au cours du dernier exercice, dans le cadre de projets évalués à 11 millions de dollars. Investissement Québec a également joué un rôle important au sein du Fonds de développement touristique de la Gaspésie.

## PROMOTION ET PROSPECTION AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER

En 2000-2001, Investissement Québec a multiplié ses activités visant à faire connaître ses programmes et ses services aux entreprises établies au Québec et à l'étranger. Ces efforts de promotion et de prospection auront sans aucun doute des répercussions sur le nombre de nouveaux dossiers à moyen terme.

En matière d'investissements étrangers, Investissement Québec a mené 565 activités de prospection, de promotion, de réseautage et d'accueil, soit 79 % de plus que les 316 activités prévues en début d'exercice.

### Principales activités de promotion et de réseautage

- Salons aéronautiques de Berlin et de Farnborough
- Bio Japan 2000
- Bio Contact – Québec
- Congrès de l'American Economic Development Council – Dallas
- Mission du premier ministre au Chili, aux États-Unis (Wisconsin) et en Italie
- Connections 2000 – Toronto
- Calbio Summit 2000 – San Diego
- Congrès de l'International Development Research Council – Orlando
- Équipe Canada – Chine
- Sommet économique mondial – Davos
- International Business Communications' World Congress – San Diego

### Activités de promotion et de prospection auprès d'investisseurs étrangers, 2000-2001

	Objectifs	Réalisations
Activités de promotion et de réseautage	26	46
Activités de prospection	153	164
Missions au Québec d'investisseurs étrangers potentiels	137	355
<b>Total partiel</b>	<b>316</b>	<b>565</b>
Rencontres de nouvelles sociétés	785	934

Au chapitre de la promotion, la Société a organisé 70 conférences de presse pour annoncer des projets d'investissement au Québec, diffusé 122 dossiers de presse et traité plus de 130 demandes d'information en provenance de la presse écrite et électronique. Cette activité médiatique intense lui a valu plus de 1 200 mentions neutres ou favorables dans différents médias. Parallèlement, le président-directeur général d'Investissement Québec a effectué une tournée d'information dans plusieurs régions du Québec – Abitibi-Témiscamingue, Chaudière-Appalaches, Est et Ouest de l'île de Montréal, Estrie, Laurentides, Outaouais, Québec – pour expliquer ses programmes et faire le bilan de ses trois années d'existence.

Investissement Québec a mis en œuvre un plan de communication et de marketing visant à accroître la notoriété du Québec auprès des investisseurs et à soutenir ses activités de prospection. Sa stratégie de communication est intégrée : participation à des événements internationaux se déroulant au Québec ou à l'étranger, outils promotionnels, plan média, discours, relations avec la presse, relations publiques et commandites.

Cette stratégie et la diffusion régulière de données sur l'économie du Québec ont permis à la Société d'obtenir une bonne couverture de presse :

- À l'automne, le magazine américain *Area Development* a publié un reportage sur des entreprises dynamiques établies au Québec.
- Le magazine américain *Site Selection* a pour sa part consacré un numéro spécial au Québec. Ce numéro, paru en novembre, a été distribué au congrès annuel de l'International Development Research Council (IRDC).
- L'édition de novembre du journal électronique *MS NBC* trace un portrait des plus favorables de la région de Montréal, notamment du secteur particulièrement effervescent des nouvelles technologies.
- Le magazine anglais *Corporate Location* présente, dans son édition de décembre, un dossier élogieux de douze pages sur le Québec.
- Dans son édition du 4 décembre, le magazine américain *Aviation Week* dresse le bilan de l'industrie aérospatiale québécoise.
- En janvier, le mensuel *US Industry Today* a publié un long reportage sur les avantages concurrentiels du Québec.
- Le magazine anglais *World Link* accorde une place de choix au Québec dans un dossier sur le Canada, paru dans l'édition distribuée au Sommet économique mondial de Davos.
- Le magazine *Global Logistics* s'intéresse aux infrastructures industrielles du Québec alors que *Business Facilities* et *Expansion Management* se penchent sur le secteur biopharmaceutique québécois dans leur numéro d'avril 2001.

**PERSPECTIVES D'AVENIR**

Le nombre de demandes de financement au stade de l'entrevue initiale et à l'étude au 31 mars 2001 ne donne qu'un aperçu des clients éventuels de la Société. De plus, les contacts établis lors des multiples activités de promotion et de prospection constituent une deuxième source de clients éventuels pour Investissement Québec.

**Demandes de financement**

Au 31 mars 2001, 563 nouveaux dossiers de financement faisaient l'objet d'une entrevue initiale ou étaient à l'étude. Ils étaient répartis comme suit : 121 dossiers de financement de crédits d'impôts et de marges de crédit et 442 dossiers d'investissement, tous programmes confondus. Comparativement au 31 mars 2000, le nombre de dossiers de financement de crédits d'impôt et de marges de crédit à l'étude a diminué de 15 %, tandis que le nombre de dossiers d'investissement pour l'ensemble des programmes a augmenté de 2,5 %. Selon cette tendance, le financement à long terme devrait reprendre de l'importance au cours du prochain exercice.

**Dossiers de prospection à l'étranger**

Les différentes activités de prospection menées au cours de l'exercice ont permis à Investissement Québec de rencontrer 934 nouvelles sociétés. À l'heure actuelle, 580 dossiers d'entreprises étrangères sont à l'étude et pourraient se traduire, à moyen ou long terme, par des investissements au Québec.

## RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE

L'enrichissement collectif de la société québécoise ne repose pas strictement sur l'accroissement des bénéfices réalisés par les entreprises. La hausse de l'emploi, du niveau d'activité et des revenus pour le gouvernement ainsi que la baisse du coût des programmes de sécurité du revenu sont tous des facteurs qui contribuent à l'amélioration du bien-être des Québécois. Les données contenues dans les états financiers d'Investissement Québec ne reflètent pas la variation de ces éléments.

Si elle s'en tenait à son seul objectif de rentabilité, Investissement Québec pourrait se limiter à des projets qui n'entraînent ni un risque ni aucun coût pour le gouvernement. En se comportant comme une institution financière traditionnelle, elle n'interviendrait pas dans des domaines risqués tels que l'exportation, la recherche et le développement ou l'implantation d'entreprises, pas plus qu'elle ne générerait des produits financiers visant à concurrencer d'autres organismes gouvernementaux à l'extérieur du Québec. Son apport au développement de la société serait alors négligeable.

Conformément à sa mission, Investissement Québec doit compléter l'action des institutions financières du secteur privé. C'est pourquoi elle intervient auprès d'entreprises qui desireraient réaliser des projets dont la structure financière dépasse le seuil de risque acceptable par des institutions financières, ou qu'elle soutient parfois des projets qui autrement seraient réalisés à l'extérieur du Québec. Investissement Québec s'assure toutefois que son action apporte un gain net à l'économie québécoise.





## RATIO DE RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE

Investissement Québec évalue systématiquement les retombées des projets qu'elle finance. En 2000-2001, la Société a financé des projets d'une valeur de près de 5,4 milliards de dollars. Selon les ventes projetées, les entreprises qui bénéficient de son soutien prévoient créer 24 228 emplois au cours des trois prochaines années. Ces nouveaux emplois entraîneront une augmentation nette de l'emploi au sein de l'économie québécoise. Le présent rapport ne tient cependant pas compte de cette incidence.

En premier lieu, le modèle d'Investissement Québec évalue les impacts liés à l'agrandissement ou à la construction de bâtiments, à la fabrication et à l'installation de machinerie, qui entraînent principalement des activités au sein de l'industrie de la construction et de la fabrication de machinerie. Selon une estimation effectuée à l'aide du modèle intrants-extrants, les retombées économiques liées à la mise en place de l'actif financé par la Société représentent une charge de travail de 38 669 années-personnes. Ingénieurs, architectes, travailleurs de la construction et techniciens procureront au gouvernement québécois des recettes fiscales et parafiscales diverses de 364,7 millions de dollars.

En deuxième lieu, Investissement Québec analyse les impacts de l'accroissement des ventes liées à l'utilisation de cet actif. Pour l'exercice en cours, les ventes totales de 77 % des entreprises clientes<sup>13</sup> s'élèvent à plus de 38,7 milliards de dollars. La réalisation de ces ventes nécessite, selon une évaluation du modèle intrants-extrants, une charge de travail de 375 475 années-personnes. À leur tour, ces travailleurs apporteront, sous diverses formes, des recettes de plus de 3,2 milliards de dollars au gouvernement.

Investissement Québec n'a pas la prétention de s'attribuer la totalité des retombées liées aux activités de ses clients, mais plutôt l'apport marginal lié à ses interventions. Le modèle d'attribution permet d'évaluer les projets dont la structure financière dépasse le seuil de risque des institutions prêteuses, ou les projets qui auraient pu être réalisés à l'extérieur du Québec. Dans les deux cas, le modèle ne retient que les résultats des entreprises dont le projet procure un gain net à l'économie québécoise. Le résultat de ces opérations permet d'évaluer la part des retombées attribuable aux actions de la Société.

À partir des évaluations globales et selon la part des retombées attribuable à Investissement Québec, on calcule 38 % des recettes totales de la réalisation des projets, soit 137 millions de dollars, et 17 % des recettes totales liées aux ventes, soit 552 millions de dollars. Le total de ces revenus de 690 millions de dollars constitue les avantages que retire le gouvernement des actions menées par Investissement Québec.

13. N'inclut pas les clients du Programme d'investissement en démarrage d'entreprises pour lequel on procède par enquête.

**Recettes fiscales et parafiscales attribuables à  
Investissement Québec, 2000-2001<sup>(1)</sup>**

Projets	137,1 (M\$)
Portefeuille	552,4 (M\$)
<b>Total</b>	<b>689,5 (M\$)</b>
<b>Coûts</b>	<b>147,2 (M\$)</b>
<b>Ratio</b>	<b>4,68/1</b>

Source : Investissement Québec

(1) La méthodologie utilisée est décrite à l'annexe 1.

Lorsque nous comparons les recettes fiscales et parafiscales attribuables à Investissement Québec avec ses coûts, nous obtenons le ratio avantages-coûts de 4,68/1. Cette relation nous indique que pour chaque dollar que lui a coûté la Société, le gouvernement du Québec a perçu 4,68 dollars en recettes fiscales et parafiscales attribuables aux actions menées par Investissement Québec.

## ÉVALUATION DES PROJETS

L'évaluation des retombées des projets financés par Investissement Québec au cours de l'exercice porte sur des projets d'immobilisations, d'innovation, d'exportation ou de fonds de roulement de croissance d'une valeur totale de 4,8 milliards de dollars. Les offres de financement auxquelles les entreprises n'avaient pas donné suite au 31 mars 2001, de même que le financement des ventes à l'exportation, sont exclus de cette évaluation<sup>14</sup>.

### Synthèse des retombées des projets financés

	2000-2001	1999-2000
<b>Projets</b>	<b>4 811 M\$</b>	<b>3 426 M\$</b>
<b>Retombées économiques</b>		
Emplois (années-personnes)	38 669	33 135
Valeur ajoutée	2 153 M\$	1 768 M\$
Recettes du gouvernement du Québec	365 M\$	311 M\$
Part attribuable à Investissement Québec	137 M\$	93 M\$

Source : Institut de la statistique du Québec

Selon la méthodologie utilisée, le montant total des investissements a augmenté de 40 % par rapport à l'exercice précédent, passant de 3,4 milliards à 4,8 milliards de dollars. La hausse des emplois et de la valeur ajoutée attribuables aux projets financés représente respectivement 17 % et 22 %, ce qui a entraîné un accroissement de 17 % des recettes du gouvernement du Québec. En outre, la part des retombées attribuable aux interventions d'Investissement Québec est évaluée à 137 millions de dollars, soit 38 % des recettes que le gouvernement du Québec retirera grâce à ces projets.

14. La méthodologie utilisée est décrite à l'annexe 1.

## RÉSULTATS PAR PROGRAMME OU VOLET DE PROGRAMME

Le tableau qui suit indique que les coûts des projets bénéficiant du programme FAIRE s'élevaient à 3,9 milliards de dollars, alors qu'ils totalisaient 2,8 milliards de dollars en 1999-2000. Il s'agit de l'augmentation en volume la plus élevée (1,1 milliard de dollars). D'autre part, ce sont les sommes investies au titre des mandats gouvernementaux (multipliées par 29), ainsi que des volets Regroupement (multipliées par 8) et Tourisme (+94%), qui ont proportionnellement le plus augmenté par rapport à l'exercice précédent. En outre, cinq programmes ou volets de programme se sont ajoutés cette année: le Fonds de roulement de croissance, le Fonds de roulement de redressement, la Mesure d'expérimentation, le programme Immigrants investisseurs et le programme Déclic PME.

### Retombées économiques des projets financés par programme ou volet de programme, 2000-2001

Programme ou volet de programme	Coût des projets (M\$)	Nombre d'emplois <sup>(1)</sup>	Valeur ajoutée <sup>(2)</sup> (M\$)	Recettes <sup>(3)</sup> du gouvernement du Québec (M\$)
FAIRE	3 902,0	24 830	1 493,0	255,3
Garantie PME:				
Coopératives	35,4	435	25,6	4,0
Économie Sociale	59,9	733	40,4	8,4
Exportation	99,0	1 268	84,9	8,8
Fonds de roulement de croissance	6,2	82	4,6	0,7
Fonds de roulement de redressement	2,1	21	1,4	0,2
Investissement	135,2	1 690	79,2	12,8
Mesure d'expérimentation	16,2	254	13,9	2,0
Recherche et développement	332,7	6 145	266,0	41,7
Regroupement	16,1	260	12,6	1,7
Tourisme	9,9	144	6,7	1,2
Déclic PME	28,8	335	18,2	2,8
Immigrants investisseurs	1,1	10	0,5	0,1
Mandats gouvernementaux	167,1	2 091	111,6	23,7

Sources: Investissement Québec et Institut de la statistique du Québec

(1) Charge de travail, en années-personnes, nécessaire à la réalisation des projets.

(2) Mesure de la transformation apportée par les entreprises aux matières premières et aux composantes (contenu québécois), dans le cadre des projets financés par la Société.

(3) Fiscales (impôts et taxes) et parafiscales (CSST, FSS et RRQ).

## RÉSULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le tableau ci-dessous montre que, tout comme lors de l'exercice 1998-1999, le secteur des pâtes et papier a mobilisé la plus grosse part des investissements, soit 19 % (928 millions de dollars). Viennent ensuite les industries chimiques avec 867 millions de dollars (18 %), les produits du bois avec 606 millions (13 %) et les services divers avec 482 millions de dollars (10 %). Les services aux entreprises, qui se situent en cinquième position avec 9 % des investissements cette année, représentaient la part la plus importante (17 %) en 1999-2000.

### Retombées économiques des projets par secteur d'activité économique, 2000-2001

Secteur d'activité économique	Coût des projets (M\$)	Nombre d'emplois <sup>(1)</sup>	Valeur ajoutée <sup>(2)</sup> (M\$)	Recettes <sup>(3)</sup> du gouvernement du Québec (M\$)
<b>Primaire</b>	59,6	283	19,0	2,9
<b>Secondaire</b>				
Alimentation et boissons	121,9	912	49,1	9,0
Caoutchouc et plastique	108,2	707	39,4	6,7
Industrie du cuir	1,5	7	0,4	0,1
Produits du textile et textile de 1 <sup>re</sup> transformation	233,2	1 202	65,3	11,7
Vêtements	24,9	368	18,2	2,3
Produits du bois	605,8	3 582	200,8	36,4
Meubles	11,9	118	6,2	1,0
Papier	928,0	5 802	446,6	63,6
Imprimerie	33,5	242	12,4	2,3
Métaux de 1 <sup>re</sup> transformation	14,8	116	6,5	1,2
Produits métalliques	160,5	1 499	78,3	13,2
Machinerie	33,7	439	22,0	3,4
Matériel de transport	116,9	1 107	53,2	9,6
Produits électriques et électroniques	380,9	3 150	165,7	26,6
Produits minéraux non métalliques	6,0	67	3,5	0,6
Industries chimiques	866,5	3 343	200,3	33,8
Produits manufacturés divers	134,9	1 122	56,8	9,0
<b>Tertiaire</b>				
Services divers	481,9	6 724	328,3	68,7
Services aux entreprises	445,9	7 304	353,9	57,4
Hébergement	41,1	575	26,8	5,2
<b>Total</b>	<b>4 811,6</b>	<b>38 669</b>	<b>2 152,7</b>	<b>364,7</b>

Sources : Investissement Québec et Institut de la statistique du Québec

(1) Charge de travail, en années-personnes, nécessaire à la réalisation des ventes par les entreprises clientes et leurs fournisseurs.

(2) Mesure de la transformation apportée par les entreprises aux matières premières et aux composantes (contenu québécois) reliées à la réalisation des ventes des entreprises clientes et de leurs fournisseurs.

(3) Fiscales (impôts et taxes) et parafiscales (CSST, FSS et RRQ).

## RÉSULTATS PAR RÉGION

Comme l'indique le tableau ci-dessous, 72 % des investissements ont été réalisés dans quatre régions: 46 % dans la région de Montréal (2,2 milliards de dollars), 10 % en Mauricie (460 millions de dollars), 8 % en Montérégie (393 millions de dollars) et 8 % en Estrie (371 millions de dollars). En matière de retombées économiques, ces quatre mêmes régions arrivent en tête.

## Retombées économiques des projets par région administrative, 2000-2001

Région administrative	Coût des projets (M\$)	Nombre d'emplois <sup>(1)</sup>	Valeur ajoutée <sup>(2)</sup> (M\$)	Recettes <sup>(3)</sup> du gouvernement du Québec (M\$)
Abitibi-Témiscamingue	63,0	462	25,3	4,6
Bas-Saint-Laurent	34,2	411	20,2	3,3
Capitale nationale	156,4	1 635	89,2	13,8
Centre-du-Québec	174,8	1 102	70,5	11,0
Chaudière-Appalaches	198,6	1 650	86,4	14,6
Côte-Nord	198,6	1 163	65,1	12,1
Estrie	370,8	2 626	175,2	26,7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	14,7	205	10,4	1,7
Lanaudière	20,3	274	13,7	2,3
Laurentides	178,3	1 687	84,1	14,8
Laval	86,1	762	39,1	6,5
Mauricie	460,0	3 003	218,3	32,4
Montérégie	392,5	3 216	168,1	29,2
Montréal	2 227,2	18 711	992,9	174,8
Nord-du-Québec	127,6	775	42,9	8,1
Outaouais	24,3	380	17,7	3,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	84,2	607	33,5	5,6
<b>Total</b>	<b>4 811,6</b>	<b>38 669</b>	<b>2 152,7</b>	<b>364,7</b>

Sources: Investissement Québec, Institut de la statistique du Québec et Université du Québec à Trois-Rivières

(1) Charge de travail, en années-personnes, nécessaire à la réalisation des ventes par les entreprises clientes et leurs fournisseurs.

(2) Mesure de la transformation apportée par les entreprises aux matières premières et aux composantes (contenu québécois) reliées à la réalisation des ventes des entreprises clientes et de leurs fournisseurs.

(3) Fiscales (impôts et taxes) et parafiscales (GST, PST et RRQ).

## ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de financement, présenté par type de produit financier, par secteur et par région, permet d'illustrer les orientations d'Investissement Québec. Une répartition par programme (Garantie PME, FAIRE et programmes conjoncturels) a également été faite. Les deux principaux types de produits financiers sont la garantie de prêt et le prêt. Les interventions de la Société touchent tous les secteurs et toutes les régions. Le détail du financement accordé par région ainsi que les indices de disparité régionale se retrouvent à la section « Financement accordé par région ».

### Répartition du portefeuille de financement par produit financier, au 31 mars 2001

Produit financier	Financement <sup>(1)</sup> des PME		FAIRE et assimilés		Programmes conjoncturels		Total	
	Nombre de projets	Montant (M\$)	Nombre de projets	Montant (M\$)	Nombre de projets	Montant (M\$)	Nombre de projets	Montant (M\$)
Garantie	1 267	295	70	341	3 926	68	5 263	704
Prêt	771	211	120	576	52	11	943	798
Actions	117	25	10	78	12	2	139	105
Parts	9	3	5	19	—	—	14	22
<b>Total</b>	<b>2 164</b>	<b>534</b>	<b>205</b>	<b>1 014</b>	<b>3 990</b>	<b>81</b>	<b>6 359</b>	<b>1 629</b>

(1) Comprend les programmes Garantie PME, Délic PME et Recyc-Québec.

### Répartition du portefeuille de financement par secteur d'activité économique, au 31 mars 2001

Secteur d'activité	Financement <sup>(1)</sup> des PME		FAIRE et assimilés		Programmes conjoncturels		Total	
	Nombre de projets	Montant (M\$)	Nombre de projets	Montant (M\$)	Nombre de projets	Montant (M\$)	Nombre de projets	Montant (M\$)
Primaire	60	18	1	25	95	2	156	45
Secondaire	1 238	312	172	854	897	26	2 307	1 192
Tertiaire	866	204	32	135	2 998	53	3 896	392
<b>Total</b>	<b>2 164</b>	<b>534</b>	<b>205</b>	<b>1 014</b>	<b>3 990</b>	<b>81</b>	<b>6 359</b>	<b>1 629</b>

(1) Comprend les programmes Garantie PME, Délic PME et Recyc-Québec.



**Répartition du portefeuille de financement par région administrative,  
au 31 mars 2001**

Région administrative	Financement <sup>(1)</sup> des PME		FAIRE et assimilés		Programmes conjoncturels		Total	
	Nombre de projets	Montant (M\$)	Nombre de projets	Montant (M\$)	Nombre de projets	Montant (M\$)	Nombre de projets	Montant (M\$)
Abitibi- Témiscamingue	30	7	2	18	77	1	109	26
Bas-Saint-Laurent	111	25	2	2	164	3	277	30
Capitale nationale	206	40	11	46	372	7	589	93
Centre-du-Québec	85	18	6	41	143	3	234	62
Chaudière- Appalaches	207	55	6	17	247	5	460	77
Côte-Nord	31	3	3	45	64	1	98	49
Estrie	107	24	14	51	104	2	225	77
Gaspésie-Îles-de- la-Madeleine	56	17	5	1	46	1	107	19
Lanaudière	52	11	1	5	218	4	271	20
Laurentides	111	25	14	165	267	5	392	195
Laval	78	20	2	1	149	3	229	24
Mauricie	63	16	4	91	156	4	223	111
Montérégie	244	60	19	44	694	13	957	117
Montréal	567	152	106	428	986	24	1 659	604
Nord-du-Québec	49	13			13		62	13
Outaouais	65	16	4	21	139	2	208	39
Saguenay- Lac-Saint-Jean	102	32	6	38	151	3	259	73
<b>Total</b>	<b>2 164</b>	<b>534</b>	<b>205</b>	<b>1 014</b>	<b>3 990</b>	<b>81</b>	<b>6 359</b>	<b>1 629</b>

(1) Comprend les programmes Garantie PME, Déclie PME et Recyc-Québec.

## ÉVALUATION DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DU PORTEFEUILLE

La présente section décrit les principales retombées économiques découlant de l'activité globale des entreprises financées par Investissement Québec entre 1988 et 2001<sup>15</sup> et dont le dossier est encore administré par la Société. Sont pris en compte les impacts économiques directs et indirects générés par les entreprises qui utilisent les éléments d'actif financés (construction de bâtisses, par exemple) par la Société dans le cours normal de leurs activités<sup>16</sup>.

### Synthèse des retombées liées aux activités des entreprises du portefeuille, 2000-2001

	2000-2001	1999-2000 <sup>(1)</sup>
Ventes des secteurs	36 805 M\$	28 303 M\$
Ventes du PIDE <sup>(2)</sup>	1 927 M\$	1 760 M\$
<b>Ventes totales</b>	<b>38 732 M\$</b>	<b>30 063 M\$</b>
<b>Retombées économiques</b>		
Emplois (années-personnes)	375 475	245 127
Valeur ajoutée	24 431 M\$	19 182 M\$
Valeur ajoutée par emploi	65 067 \$	78 255 \$
Recettes du gouvernement du Québec	3 220 M\$	2 297 M\$
Part attribuable à Investissement Québec	552 M\$	421 M\$
Recettes par dollar de soutien <sup>(3)</sup>	2,01 \$	2,59 \$

(1) Programme d'investissement en démarrage d'entreprises (PIDE).

(2) Excluent le PIDE.

(3) Le calcul des retombées économiques en 1999-2000 a été ajusté pour exclure les activités des entreprises ayant bénéficié de l'Entente auxiliaire Canada-Québec.

Les ventes totales ont augmenté de 29 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux entreprises qui ont bénéficié de financement dans le cadre du programme FAIRE. En effet, le chiffre d'affaires de ces entreprises a augmenté de 5,1 milliards de dollars, passant de 8,77 milliards à 13,88 milliards de dollars, soit une hausse de 58 %. De plus, l'activité économique au sein des entreprises bénéficiant des volets « Exportation » et « Investissement » s'est accrue considérablement : augmentation des ventes totales de 1,5 milliard de dollars pour le volet « Exportation » et de 1,3 milliard de dollars pour le volet « Investissement ».

Le gouvernement du Québec a perçu 923 millions de dollars de plus en recettes fiscales et parafiscales (augmentation de 40 %) ; le ratio des recettes du gouvernement du Québec sur le financement total accordé est passé de 2,59 \$ à 2,01 \$. Cette diminution s'explique en partie par l'augmentation de la taille de l'échantillon utilisé pour évaluer les retombées économiques des activités des entreprises du portefeuille.

15. Compte tenu du temps de production des états financiers des entreprises, les données évaluées couvrent la période du 1<sup>er</sup> juillet 1999 au 30 juin 2000.

16. La méthodologie utilisée est décrite à l'annexe 1.

**RÉSULTATS PAR PROGRAMME**

Le tableau suivant présente les retombées économiques du portefeuille par programme. Les données (emplois, valeur ajoutée et recettes du gouvernement du Québec) proviennent des quatorze programmes ou volets de programme administrés par Investissement Québec. Étant donné qu'une entreprise peut bénéficier de plusieurs programmes ou volets, le tableau ne fournit pas le total de chaque colonne car il est artificiellement supérieur à ceux des tableaux des résultats par secteur et par région administrative qui vont suivre.

Par rapport à l'exercice précédent, il faut noter que deux volets du programme Garantie PME se sont ajoutés, soit le Fonds de roulement de croissance et les Mesures d'expérimentation.

Le programme FAIRE a mobilisé le soutien financier le plus important et généré le plus de retombées économiques en termes d'emplois et de recettes fiscales et parafiscales. Par ailleurs, les recettes par dollar de soutien du volet « Conjoncturel 1 » (3,41 \$), de même que celles des mandats gouvernementaux (3,04 \$), sont les plus élevées.

Le volet « Investissement » se classe troisième, avec des ventes deux fois plus élevées que celles de l'exercice précédent, suivi du volet « Exportations » puis du programme « Investissement en démarrage d'entreprises ».

# Retombées économiques du portefeuille par programme ou volet de programme, 2000-2001<sup>(1)</sup>

Programme ou volet de programme	Ventes ou chiffres d'affaires (M\$)	Soutien financier (M\$)		Emplois <sup>(2)</sup> (années-personnes)			Valeur ajoutée <sup>(3)</sup>		Recettes du gouvernement du Québec <sup>(4)</sup> (milliers \$)		Recettes par dollar de soutien
		Total	Échantillon <sup>(5)</sup>	Directs	Indirects	Total	Total (M\$)	Par emploi (\$)	Parafiscales	Fiscales	
Mandats gouvernementaux	15 914,2	584,3	371,5	61 381	38 003	99 384	9 544,2	96 034	468 260	659 655	3,04
FAIRE	13 881,7	935,4	584,2	104 500	44 801	149 301	8 438,4	56 519	562 284	575 652	1,95
Conjoncturel 1	283,3	7,1	7,0	2 350	1 009	3 359	173,3	51 605	13 768	10 210	3,41
Conjoncturel 2	7,8	0,7	0,7	150	32	183	7,6	41 752	390	338	1,09
Coopératives	980,7	96,7	94,7	18 356	4 066	22 422	752,5	33 562	59 896	43 586	1,09
Économie sociale	78,1	43,5	41,5	618	173	791	69,7	88 124	2 672	4 081	0,16
Exportations	2 343,2	134,7	123,1	20 042	8 636	28 677	1 525,2	53 186	142 844	108 905	2,05
Fonds de roulement de croissance	2,5	1,7	1,7	20	9	29	1,7	59 443	116	155	0,16
Investissement	3 032,7	187,4	177,5	17 281	9 941	27 222	1 826,3	67 091	119 857	117 936	1,34
Mesures d'expérimentation	64,6	4,7	2,1	812	198	1 009	54,8	54 292	4 670	5 161	4,64
Recherche et développement	371,9	53,2	51,6	3 151	1 140	4 292	248,6	57 933	16 146	20 313	0,71
Regroupement	267,8	10,6	8,1	1 915	777	2 693	166,3	61 754	12 430	10 702	2,85
Tourisme	70,0	23,1	23,0	847	335	1 182	48,9	41 382	3 162	2 858	0,26
Investissement en démarrage d'entreprises <sup>(6)</sup>	1 927	160,8 <sup>(7)</sup>	n/d	27 839	6 502	34 341	1 529	44 515	121 807	115 134	n/d

Sources : Investissement Québec et Institut de la statistique du Québec.

(1) Sont exclus les mandats gouvernementaux exécutés en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec et du Fonds de développement technologique, les entreprises ayant bénéficié du Programme de financement des crédits d'impôt dont la période d'administration est très courte (de 1 à 3 ans), les interventions financières autorisées avant 1988 et le programme Redémarrage PME.

(2) Charge de travail, en années-personnes, nécessaire à la réalisation des ventes par les entreprises clientes et leurs fournisseurs.

(3) Mesure de la transformation apportée par les entreprises aux matières premières et aux composants (contenu québécois) reliées à la réalisation des ventes des entreprises clientes et de leurs fournisseurs.

(4) Fiscales (impôts et taxes) et parafiscales (CSST, FSS et RRQ).

(5) Pour fin d'évaluation des retombées économiques, les entreprises retenues sont celles qui ont fourni leurs états financiers à Investissement Québec et dont l'exercice financier s'est terminé au cours de la période normalisée de lecture des données. Elles forment ce que nous appelons l'échantillon.

(6) Estimation en date du 30 septembre 2000 (date de l'enquête sur les retombées économiques du programme).

(7) Valeur des garanties de prêt des entreprises toujours en activité.

## RÉSULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le secteur du matériel de transport demeure en tête cette année, avec des ventes de 13,23 milliards de dollars, soit 36 % de l'ensemble du portefeuille. On remarque, dans le tableau qui suit, que les cinq autres secteurs importants du portefeuille comptent pour 38 % des ventes totales des entreprises: produits électriques et électroniques (4,71 milliards de dollars), papier (3,27 milliards de dollars), services aux entreprises (2,64 milliards de dollars), produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques (1,80 milliard de dollars) et services divers (1,71 milliard de dollars).

# Retombées économiques du portefeuille par secteur d'activité économique, 2000-2001<sup>(1)</sup>

Secteur d'activité économique	Ventes (M\$)	Soutien financier (M\$)		Emplois <sup>(2)</sup> (années-personnes)			Valeur ajoutée <sup>(3)</sup>		Recettes du gouvernement du Québec <sup>(4)</sup> (milliers \$)	
		Total	Échantillon <sup>(5)</sup>	Directs	Indirects	Total	Total (M\$)	Par emploi (\$)	Parafiscales	Fiscales
Primaire	528,8	67,1	66,6	12 499	1 992	14 490	434,7	30 002	37 264	24 277
Secondaire										
Alimentation et boissons	1 318,5	78,0	67,2	5 935	6 977	12 912	729,0	56 457	48 576	46 734
Caoutchouc et plastique	362,7	35,9	29,1	1 896	952	2 848	203,4	71 429	13 025	12 840
Industrie du cuir	14,6	2,8	2,8	253	35	288	9,9	34 380	744	435
Produits du textile et textile de 1 <sup>re</sup> transformation	1 034,2	66,6	59,2	5 053	2 869	7 922	433,8	54 766	35 348	33 683
Habillement	347,4	37,9	31,3	3 656	1 393	5 049	218,9	43 343	15 980	11 918
Produits du bois	1 917,8	155,9	103,6	8 705	9 773	18 477	1 331,2	72 046	91 193	80 642
Meubles	505,6	20,8	17,7	5 343	1 683	7 026	355,1	50 540	29 665	20 389
Papier	3 270,6	239,4	151,9	9 870	15 253	25 123	2 180,4	86 787	128 227	153 669
Imprimerie	117,0	11,5	10,5	871	452	1 323	86,3	65 177	5 670	6 397
Métaux de 1 <sup>re</sup> transformation	800,4	68,2	55,5	1 961	2 923	4 884	441,4	90 367	24 157	30 756
Produits métalliques	1 087,8	65,7	63,0	8 266	2 932	11 198	670,4	59 864	52 867	44 032
Machinerie	308,6	32,6	28,8	1 938	748	2 686	194,2	72 297	13 236	12 658
Matériel de transport	13 228,3	420,0	292,7	55 770	25 744	81 513	8 024,9	98 449	383 059	551 283
Produits électriques et électroniques	4 706,7	94,8	83,4	18 907	11 229	30 135	2 157,3	71 586	131 526	145 492
Produits minéraux non métalliques	116,1	8,6	5,7	869	382	1 251	85,3	68 212	5 701	4 954
Produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques	1 799,0	118,1	43,9	5 335	4 694	10 029	1 021,1	101 815	47 666	62 307
Industries manufacturières diverses	949,0	45,5	41,1	6 666	3 204	9 870	560,5	56 788	37 899	37 347
Tertiaire										
Services divers	1 708,0	310,1	192,8	21 489	6 588	28 077	1 337,4	47 634	127 977	98 744
Services aux entreprises	2 637,1	181,3	120,1	57 684	7 049	64 733	2 388,5	36 897	178 028	192 783
Restauration et hébergement	46,4	22,2	19,9	1 134	165	1 299	38,5	29 630	2 707	1 149
<b>Total</b>	<b>36 804,5</b>	<b>2 083,0</b>	<b>1 486,6</b>	<b>234 098</b>	<b>107 036</b>	<b>341 134</b>	<b>22 902,0</b>	<b>67 135</b>	<b>1 410 515</b>	<b>1 572 489</b>

Source: Investissement Québec et Institut de la statistique du Québec.

(1) Les résultats excluent le Programme d'investissement en démarrage d'entreprises.

(2) Charge de travail, en années-personnes, nécessaire à la réalisation des ventes par les entreprises clientes et leurs fournisseurs.

(3) Mesure de la transformation apportée par les entreprises aux matières premières et aux composantes (contenu québécois) reliées à la réalisation des ventes des entreprises clientes et de leurs fournisseurs.

(4) Fiscales (impôts et taxes) et parafiscales (CSST, PSS et RRO).

(5) Pour fin d'évaluation des retombées économiques, les entreprises retenues sont celles qui ont fourni leurs états financiers à Investissement Québec et dont l'exercice financier s'est terminé au cours de la période normalisée de lecture des données. Elles forment ce que nous appelons l'échantillon.

## RÉSULTATS PAR RÉGION

Le tableau qui suit indique que les entreprises du portefeuille situées dans la région de Montréal et de la Montérégie ont réalisé des ventes de 21,83 milliards de dollars et 4,96 milliards respectivement, soit 73 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises du portefeuille.

L'Abitibi-Témiscamingue vient au troisième rang, affichant des ventes de 2,47 milliards de dollars (7%). Notons que le chiffre d'affaires des entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue était beaucoup moins élevé en 1999-2000 (30 millions de dollars); en effet, seule une partie des entreprises de cette région formaient l'échantillon servant à calculer les retombées économiques, alors que toutes les entreprises de la région sont prises en compte cette année.

Au chapitre des retombées économiques, Montréal se classe également première, suivie par la Montérégie et l'Abitibi-Témiscamingue.

Enfin, en termes de valeur ajoutée par emploi, l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord se classent première et deuxième, le centre-du-Québec troisième, tandis que Montréal occupe le quatrième rang, ex æquo avec Laval.



# Retombées économiques du portefeuille par région administrative, 2000-2001<sup>(1)</sup>

Région administrative	Ventes ou chiffres d'affaires (M\$)	Soutien financier (M\$)		Emplois <sup>(2)</sup> (années-personnes)			Valeur ajoutée <sup>(3)</sup>		Recettes du gouvernement du Québec <sup>(4)</sup> (milliers \$)	
		Total	Échantillon <sup>(5)</sup>	Directs	Indirects	Total	Total (M\$)	Par emploi (\$)	Parafiscales	Fiscales
Abitibi-Témiscamingue	2 467,3	25,5	25,5	8 596	12 168	20 764	1 672,3	80 540	104 480	113 799
Bas-Saint-Laurent	367,9	44,3	41,0	2 433	1 623	4 056	251,1	61 918	17 680	15 366
Capitale nationale	836,0	164,7	89,6	6 069	3 264	9 333	560,3	60 034	40 476	39 158
Centre-du-Québec	708,9	67,1	57,7	3 232	2 788	6 020	432,6	71 870	28 665	29 677
Chaudière-Appalaches	1 313,3	80,4	73,1	8 515	4 801	13 317	825,8	62 010	57 068	52 445
Côte-Nord	254,8	69,0	53,7	932	932	1 865	145,2	77 856	8 683	9 991
Estrie	925,3	131,8	128,4	6 423	3 580	10 003	625,1	62 494	43 965	41 960
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	88,8	21,4	18,4	888	464	1 351	57,0	42 178	4 125	3 208
Lanaudière	149,0	16,8	15,9	964	548	1 513	98,5	65 110	7 124	6 335
Laurentides	1 213,0	96,4	87,1	9 207	4 362	13 570	841,0	67 978	58 404	55 207
Laval	388,7	36,6	29,9	1 942	1 258	3 200	227,9	71 226	13 779	14 865
Mauricie	235,6	46,0	45,1	2 037	719	2 756	156,7	56 855	11 163	9 973
Montréal	4 958,7	194,1	159,1	32 083	16 267	48 349	2 861,8	59 191	213 206	202 110
Montréal	21 827,9	932,0	561,7	137 764	49 884	187 646	13 365,8	21 228	742 663	930 533
Nord-du-Québec	45,5	24,2	24,2	605	174	779	35,2	45 183	3 486	2 631
Outaouais	227,8	46,2	26,1	1 383	970	2 353	156,7	66 578	10 176	10 402
Saguenay-Lac-Saint-Jean	796,0	86,7	50,1	11 025	3 234	14 259	589,0	41 304	45 372	34 829
<b>Total</b>	<b>36 804,5</b>	<b>2 083,0</b>	<b>1 486,6</b>	<b>234 098</b>	<b>107 036</b>	<b>341 134</b>	<b>22 902,0</b>	<b>67 135</b>	<b>1 410 515</b>	<b>1 572 489</b>

Sources : Investissement Québec, Institut de la statistique du Québec et Université du Québec à Rimouski.

(1) Les résultats excluent le Programme d'investissement en démarrage d'entreprises.

(2) Charge de travail, en années-personnes, nécessaire à la réalisation des ventes par les entreprises clientes et leurs fournisseurs.

(3) Mesure de la transformation apportée par les entreprises aux matières premières et aux composantes (contenu québécois) reliées à la réalisation des ventes des entreprises clientes et de leurs fournisseurs.

(4) Fiscales (impôts et taxes) et parafiscales (CSST, FSS et RRQ).

(5) Pour fin d'évaluation des retombées économiques, les entreprises retenues sont celles qui ont fourni leurs états financiers à Investissement Québec et dont l'exercice financier s'est terminé au cours de la période normalisée de lecture des données. Elles forment ce que nous appelons l'échantillon.

ANALYSE DES SPÉCIALISTES EXTERNES<sup>17</sup>

Avec un chiffre d'affaires global de 22,9 milliards, les entreprises de l'échantillon du portefeuille<sup>18</sup> reliées aux mandats gouvernementaux, à Garantie Québec et aux programmes conjoncturels ont permis à l'économie québécoise de générer une valeur ajoutée de 14,5 milliards de dollars et de soutenir 192 000 emplois, dont 129 600 emplois directs. Les retombées économiques en termes d'emplois proviennent à 52 % des grandes entreprises qui ont profité du financement de projets majeurs dans le cadre des mandats gouvernementaux, et à 66 % en termes de valeur ajoutée totale.

De leur côté, les grandes entreprises du programme FAIRE ont contribué, grâce à un chiffre d'affaires de 13,9 milliards de dollars, au soutien de 149 000 emplois et à la production d'une valeur ajoutée totale de plus de 8,4 milliards de dollars.

D'une façon générale, les grandes entreprises qui ont été soutenues dans le cadre du financement de projets prioritaires (FAIRE et mandats gouvernementaux) continuent de répondre aux attentes d'Investissement Québec. Ces entreprises produisent essentiellement dans les secteurs du matériel de transport et des pâtes et papier. En raison de son importance, le secteur du matériel de transport assure à lui seul, par sa très bonne performance, une grande part des bénéfices réalisés par les entreprises de l'échantillon. Le secteur des services aux entreprises accuse par ailleurs de fortes pertes, mais son apport en matière d'emplois, de valeur ajoutée et de rentrées fiscales est important.

Les objectifs du programme régulier Garantie Québec sont variés et ses différents volets s'adressent surtout aux petites et moyennes entreprises qui, dans leur plan de démarrage ou de développement, sont d'une certaine façon plus redevables de l'intervention financière d'Investissement Québec que les grandes entreprises. La valeur de l'appui financier a augmenté partout, à l'exception du volet Aide à l'investissement, qui demeure malgré tout le plus important. Le volet Économie sociale, pour sa part, a connu le plus fort taux d'augmentation.

Les deux principaux volets de ce programme, Aide à l'investissement et Exportation, affichent de bons taux de profit. Les volets Coopérative et Aide touristique, pour leur part, montrent un taux de profit faible et un indicateur de rentrées fiscales très inférieur à la moyenne. La performance des entreprises du volet Recherche et développement à cet égard continue d'être faible. Toutefois, ce dernier appuie souvent des jeunes entreprises dont la rentabilité doit être évaluée à plus long terme.

Montréal et la Monterégie sont en grande partie responsables des retombées économiques sur le plan régional, avec des entreprises réalisant des ventes de 26,8 milliards de dollars, soit 72,8 % des ventes de toutes les entreprises du portefeuille. Il faut par contre noter que ces deux régions ont bénéficié de 54 % de l'intervention financière totale d'Investissement Québec et de 48,5 % de l'intervention si l'on tient compte de l'échantillon, ce qui est comparable à leur poids démographique et économique. Sur le plan des programmes, les volets Aide à l'investissement et Exportation de Garantie Québec sont bien implantés dans toutes les régions et le volet Coopérative est particulièrement actif au Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans le Nord-du-Québec.

En conclusion, par la diversité de son intervention et le grand nombre d'entreprises qu'elle appuie, Investissement Québec est devenue un rouage essentiel du développement économique au Québec, avec un soutien financier de 2,1 milliards de dollars, et contribue largement au maintien et à la création d'emplois dans l'ensemble des régions de la province.

17. Yves Dion et Régis Fortin, *Analyse des retombées économiques du portefeuille des interventions d'Investissement Québec 1999-2000*, juin 2001.

18. Pour fin d'évaluation des retombées économiques, les entreprises retenues sont celles qui ont fourni leurs états financiers à Investissement Québec et dont l'exercice financier s'est terminé au cours de la période normalisée de lecture des données. Elles forment ce que nous appelons l'échantillon.

## QUALITÉ DU SERVICE

Pour mener à bien sa mission, Investissement Québec doit prêter une attention particulière à la qualité du service à la clientèle. C'est pourquoi elle effectue un sondage systématique auprès de chaque nouveau client et de ses partenaires financiers pour évaluer leur satisfaction. Parallèlement, au moyen d'un indicateur de gestion, elle mesure en continu les délais de traitement des dossiers, selon les objectifs fixés par la direction.

# SATISFACTION DES CLIENTS

Investissement Québec s'engage à fournir un service de qualité et à répondre aux besoins particuliers de chaque client. C'est dans cette perspective que la satisfaction des entreprises financées et des institutions financières partenaires est évaluée au moyen d'un questionnaire écrit.

Plusieurs changements ont été apportés cette année afin d'améliorer l'évaluation de la satisfaction. Ainsi, le questionnaire destiné aux entreprises a été remanié afin de pouvoir être envoyé aux institutions financières partenaires de la Société.

Entre le 31 mars 2000 et le 9 mars 2001, le questionnaire a été expédié à 689 entreprises clientes et à 511 institutions financières partenaires. Le 15 avril 2001, le taux de réponse s'établissait à 46 % pour les entreprises clientes et à 56 % pour les institutions financières.

Le tableau qui suit indique le taux de satisfaction en regard des cinq thèmes évalués et montre que 93 % des entreprises et 96 % des institutions financières se disent satisfaites des services d'Investissement Québec. En 1999-2000, où seules les entreprises clientes avaient été sondées, le taux de satisfaction s'élevait à 91 %.

## Taux de satisfaction<sup>(1)</sup>

	2000-2001		1999-2000
	Entreprises clientes	Institutions financières	Entreprises clientes
Accueil	95 %	98 %	s.o.
Professionalisme et compétence	96 %	98 %	92 %
Adaptabilité et souplesse	93 %	97 %	90 %
Délai de traitement	92 %	94 %	84 %
Accessibilité et visibilité d'IQ	90 %	94 %	89 %
Satisfaction générale <sup>(2)</sup>	93 %	96 %	91 %

(1) Proportion des répondants « plutôt satisfaits » à « totalement satisfaits ».

(2) Pour l'ensemble des thèmes évalués.

Selon les clients sondés, le professionnalisme et la compétence, de même que l'adaptabilité et la souplesse, sont les éléments du service les plus importants, suivis de près par le délai de traitement des dossiers. Les partenaires financiers, pour leur part, insistent davantage sur le professionnalisme et la compétence dans leur définition du service d'Investissement Québec.

L'information recueillie par sondage révèle également que, sans l'intervention d'Investissement Québec, 36 % des entreprises clientes n'auraient pas réalisé leur projet et que 25 % d'entre elles l'auraient remis à plus tard.

## DÉLAI DE TRAITEMENT

Au cours de l'exercice, la Société a poursuivi ses efforts pour améliorer le délai de traitement des dossiers. Comme l'indique le tableau ci-dessous, les délais de traitement ont diminué de 9 %, de 16 % et de 17 %, selon le type de financement, par rapport à l'exercice précédent.

### Délai de traitement moyen au cours des six mois précédant le 31 mars 2001

	Objectifs (jours) <sup>(1)</sup>	31 mars 2001 (jours) <sup>(1)</sup>	31 mars 2000 (jours) <sup>(1)</sup>	Variation 2000-2001
Garantie PME				
Financement à long terme <sup>(2)</sup>	50	21	25	-16 %
Financement à court terme <sup>(3)</sup>	50	10	11	-9 %
FAIRE	85	130	156	-17 %

(1) Compilation en jours civils.

(2) Inclut les volets Production et alliance, Développement (Innovation), Commercialisation (Exportation), Coopérative et Organisme à but non lucratif.

(3) Inclut les marges de crédit et les crédits d'impôt.



## GESTION

Investissement Québec veille à gérer ses ressources humaines, financières et matérielles de façon transparente, efficace et efficiente, conformément à ses valeurs. À cette fin, elle dispose d'un ensemble d'outils de gestion qu'elle améliore de façon continue.



## RÉGIE INTERNE ET STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

### Conseil d'administration

Le Conseil est composé de 11 membres, dont le président-directeur général de la Société. Nommes par le gouvernement, les membres du Conseil proviennent du milieu des affaires et de la coopération, des syndicats et du gouvernement.

### Responsabilités du conseil d'administration

Le conseil d'administration veille à ce que les affaires de la Société soient bien administrées. Pour bien remplir son mandat, il s'appuie sur des principes de saine gestion et de régie d'entreprise afin de s'assurer que la Société poursuive ses activités dans le meilleur intérêt de l'État, de ses clients, de ses employés et de ses partenaires.

Ces principes touchent l'éthique, la gestion stratégique, la gestion des risques d'affaires, le contrôle des activités et la communication.

Le Conseil utilise plusieurs outils élaborés de concert avec la Direction pour s'acquitter de ses responsabilités administratives, notamment :

- le plan stratégique, contenant la mission, la vision et les grandes orientations de la Société;
- le plan d'affaires triennal, qui précise les objectifs et les stratégies visant à concrétiser les grandes orientations;
- la politique de communication de la Société;
- les tableaux de bord périodiques, y compris les états financiers, qui présentent l'évolution des résultats par rapport aux orientations et aux objectifs contenus dans les plans.

Afin de l'assister dans ses responsabilités, le Conseil a formé des comités qui mettent à contribution les compétences et l'expérience de ses membres.

Le comité exécutif assume une partie du pouvoir décisionnel du Conseil relativement à l'approbation de dossiers de financement. Le comité de vérification, quant à lui, aide le Conseil à surveiller la façon dont la Direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et de qualité des contrôles internes.

### Conseil d'administration de Garantie Québec

Le conseil d'administration de Garantie Québec est composé des membres du conseil d'Investissement Québec. Il joue essentiellement le rôle d'un comité de crédit pour les programmes gérés par Garantie Québec.

### Conseil d'administration d'IQ Immigrants Investisseurs inc.

Le conseil d'administration d'IQ Immigrants Investisseurs, filiale créée en juin 2000, est composé de représentants d'Investissement Québec et d'autres représentants, dont ceux du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et du ministère des Finances. En s'appuyant sur des principes de saine gestion et de régie d'entreprise, le Conseil veille à ce que les affaires de la filiale soient bien administrées. Ces affaires consistent à coordonner la cueillette, la gestion et le placement de sommes d'argent provenant d'immigrants investisseurs, à affecter les revenus de ces placements et à administrer un programme d'aide financière à même ces revenus de placements, en partenariat avec des intermédiaires financiers.

### Unités administratives

La vice-présidence au développement stratégique assure la veille stratégique et définit les grandes orientations et les objectifs commerciaux de la Société, ainsi que les moyens d'action qu'elle doit privilégier.

La vice-présidence principale et la direction générale de Garantie Québec gère les programmes de financement complémentaire offerts aux petites et moyennes entreprises.

La vice-présidence aux incitatifs financiers et fiscaux et au financement spécialisé gère les programmes incitatifs visant la réalisation des projets des moyennes et grandes entreprises ainsi que les activités relatives à la *Loi sur les Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise* (SPEQ). Elle administre aussi les mesures fiscales qui incombent auparavant au Bureau de la nouvelle économie.

La vice-présidence à la promotion et à la prospection des investissements gère la stratégie gouvernementale, à l'étranger ou auprès de filiales d'entreprises étrangères établies au Québec, faisant appel à la promotion, à la prospection, à l'accueil et à la coordination.

La vice-présidence aux communications et au marketing définit les orientations de la Société en matière de communication et de marketing, définit le positionnement du Québec à l'étranger ainsi que le positionnement d'Investissement Québec au Québec, et gère les activités de communication, de marketing et de soutien promotionnel.

La vice-présidence à l'administration et aux services corporatifs planifie, dirige et coordonne les services généraux, c'est-à-dire l'évaluation de la performance d'Investissement Québec, la gestion des systèmes d'information, la gestion des ressources humaines et la formation, la comptabilité et la trésorerie, les budgets ainsi que la gestion des ressources matérielles.

La vice-présidence aux services juridiques et le secrétariat général fournissent l'expertise juridique et assurent l'organisation des activités des conseils d'administration et de leurs comités.

### Comité de direction

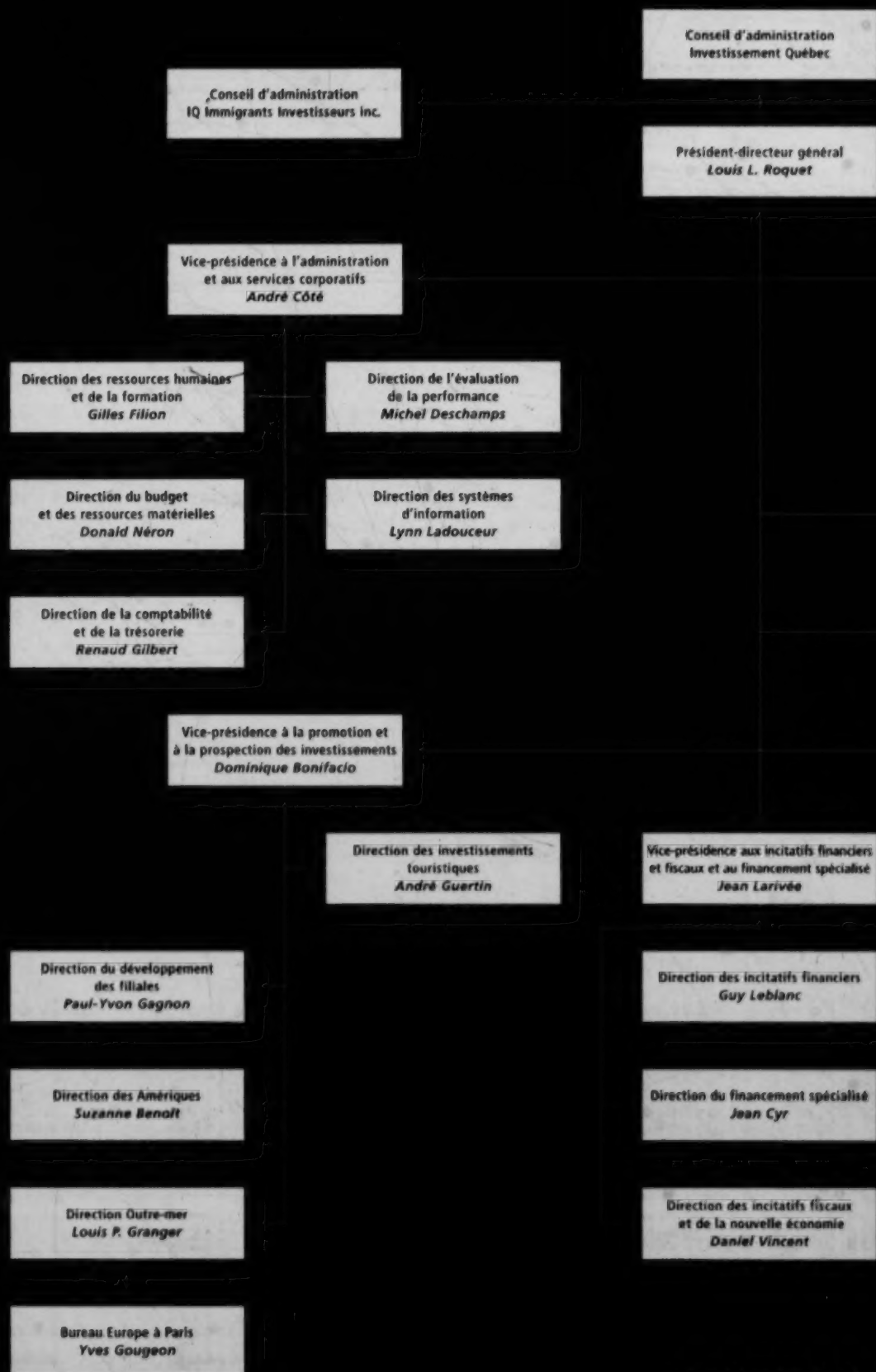
Composé du président-directeur général et des vice-présidents, ce comité planifie et coordonne les activités sur le plan administratif et définit les principales orientations de la Société sur le plan opérationnel.

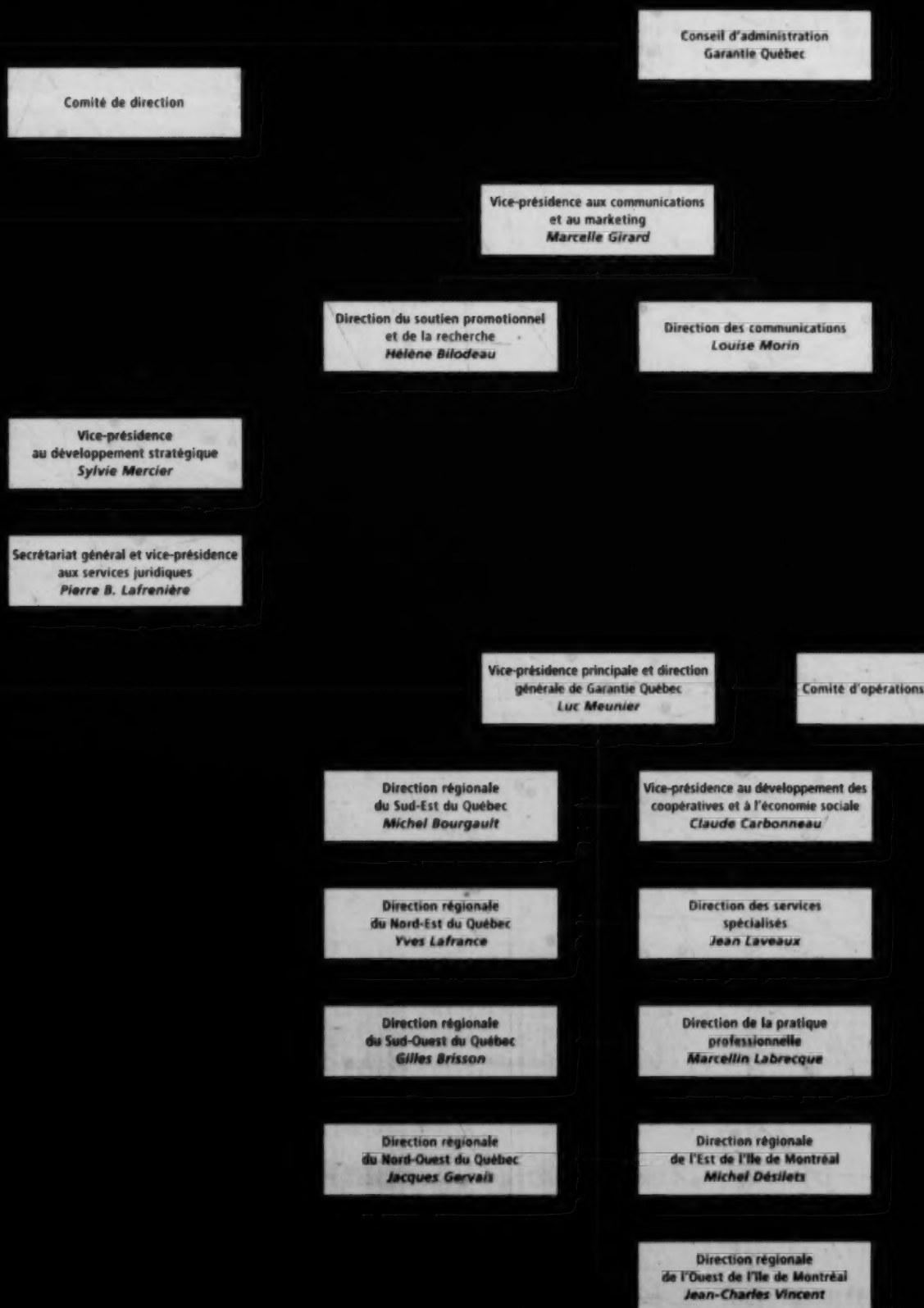
### Comité d'opérations

La vice-présidence principale et la direction générale de Garantie Québec s'est dotée d'un comité composé du vice-président, du directeur de la pratique professionnelle et des directeurs des unités régionales et sectorielles. Son rôle est de planifier et de coordonner les activités liées aux opérations.

### Comité sur la gestion des ressources humaines

Ce comité est composé du vice-président à l'administration et aux services corporatifs, qui agit à titre de président, du directeur des ressources humaines et de la formation, qui agit à titre de secrétaire du Comité, de gestionnaires désignés par le président-directeur général et, au besoin, d'un expert-conseil. Le Comité a le mandat d'appliquer le système de classification des postes, de veiller à la qualité des descriptions de fonctions et de conseiller le président-directeur général sur le régime de rémunération.





## RESSOURCES HUMAINES

### Formation et perfectionnement

Au cours de l'exercice, plus de 800 jours-personnes ont été consacrés à la formation et au perfectionnement, ce qui équivaut à une masse salariale de 164 429 \$. À cette somme s'ajoutent les frais d'inscription et les frais afférents aux diverses activités de formation, soit 237 797 \$. L'investissement total en formation et en perfectionnement s'élève à 402 226 \$, soit 2,5 % de la masse salariale.

### Investissement en formation et en perfectionnement

	2000-2001	1999-2000	Variation
Nombre de jours-personnes	802,8	1 281	-37 %
Masse salariale	164 429 \$	255 096 \$	-36 %
Frais d'inscription et frais afférents	237 797 \$	173 168 \$	+37 %
<b>Total</b>	<b>402 226 \$</b>	<b>428 264 \$</b>	<b>-6 %</b>
% de la masse salariale	2,5 %	2,5 %	0 %

En plus de la formation intensive sur les nouvelles technologies de l'information, la Société a organisé des séances de formation sur mesure en langues, en gestion et en supervision, en vente et service à la clientèle ainsi qu'en finances et en crédits.

Dans le contexte de changement que l'on connaît, la Société vise le développement des compétences du personnel, en vue de mieux servir sa clientèle.

### Effectif

En 2000-2001, l'effectif d'Investissement Québec est passé de 323 à 344 personnes au 31 mars 2001, soit une augmentation de 6 % par rapport à l'exercice précédent, à pareille date. Plus de 50 % de l'effectif d'Investissement Québec est composé de femmes et 15 % a moins de 30 ans. De plus, la Société a accueilli neuf stagiaires au cours de l'année :

- huit stagiaires de niveau universitaire ;
- un stagiaire de niveau collégial.

### Évolution de l'effectif<sup>(1)</sup> par rapport à 1999-2000

Effectif au 31 mars	2000-2001	1999-2000
Gestionnaires	33	32
Professionnels	175	155
Juristes	8	7
Techniciens	43	49
Employés de bureau	85	80
<b>Total</b>	<b>344</b>	<b>323</b>

(1) La compilation inclut les employés réguliers et surnuméraires.

## Code de déontologie

Le 17 juin 1998, le gouvernement a adopté le décret 824-98 sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics. Conformément à ce décret, les membres du conseil d'administration d'Investissement Québec ont adopté un code d'éthique et de déontologie lors de la séance tenue le 26 septembre 2000. Ce code contient des principes qui tiennent compte de la mission de la Société, des valeurs qui sous-tendent ses activités et de ses principes généraux de gestion. Le code se lit comme suit :

### Dispositions générales

- 1 Le présent code s'applique à toute personne qui est nommée membre du conseil d'administration d'Investissement-Québec.
- 2 Les membres adhèrent et contribuent à la réalisation de la mission d'Investissement-Québec, telle que décrite comme suit à l'article 25 de la Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec (L.R.Q., c. I-16.1), savoir :

« La Société a pour mission de favoriser la croissance de l'investissement au Québec, contribuant ainsi au développement économique du Québec et à la création d'emplois.

Elle centralise et consolide l'action de l'État en matière de recherche, de promotion et de soutien de l'investissement, devenant en ce domaine l'interlocuteur privilégié des entreprises.

Elle cherche à la fois à stimuler l'investissement intérieur et à attirer les investisseurs de l'extérieur du Québec. Elle fait auprès de ceux-ci la promotion du Québec comme lieu privilégié d'investissement. Elle offre aux investisseurs des services d'accueil propres à les orienter efficacement dans leurs démarches auprès du gouvernement et leur fournit un soutien financier et technique.

Elle participe à la croissance des entreprises en favorisant notamment la recherche et le développement ainsi que l'exportation.

Elle cherche également à assurer la conservation des investissements déjà effectués en apportant son soutien aux entreprises implantées au Québec qui se distinguent par leur dynamisme ou leur potentiel. »

- 3 Le membre adhère aux valeurs et souscrit aux principes généraux de gestion qui sous-tendent l'action d'Investissement-Québec, savoir : le service au client d'abord, l'approche proactive, la compétence, l'engagement, l'intégrité, l'efficacité et l'efficience.

### Règles de déontologie

- 4 Le membre qui constate, lors d'une séance du conseil d'administration ou du comité exécutif, qu'il se trouve en conflit d'intérêt doit dévoiler par écrit cet intérêt au président du conseil d'administration et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'objet du conflit et conséquemment, il doit se retirer pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.
- 5 Le membre doit éviter de se placer dans une situation où son intérêt personnel entre en conflit avec les obligations de ses fonctions.
- 6 Le membre qui fournit ou dont un associé fournit des services professionnels sur honoraire ou autre contrepartie à une entreprise, doit s'abstenir pendant toute la période durant laquelle les services sont fournis, de communiquer avec le personnel d'Investissement-Québec au sujet de toute opération financière impliquant cette entreprise et la Société. Cette prohibition s'étend pendant l'année qui suit la fin définitive de son mandat.

- 7 *Le membre ne peut être désigné administrateur délégué d'Investissement-Québec auprès d'une entreprise.*
- 8 *Le membre est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.*

*Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher le membre représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.*

- 9 *Le membre est en conflit lorsque lui-même, ses descendants ou son conjoint détiennent, à sa connaissance, i) une participation dans une entreprise cliente d'Investissement-Québec qui est une société fermée au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., V-1.1), ii) une participation de dix pour cent et plus du capital-actions votant dans une entreprise cliente d'Investissement-Québec qui n'est pas une société fermée au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., V-1.1).*
- 10 *Le membre est en conflit lorsque le conseil est saisi d'un dossier concernant son entreprise, son compétiteur, l'entreprise d'un client ou celle d'un proche ou d'un dossier d'une entreprise ayant reçu une lettre d'intention ou une lettre d'offre d'une entité dont il est l'administrateur ou l'employé.*
- 11 *Le membre ne peut accepter un cadeau ou autres avantages sauf s'ils sont d'usage ou qu'ils ont une valeur modeste. Tout autre cadeau ou avantage reçu doit être retourné au donateur ou remis à Investissement-Québec.*
- 12 *Le membre ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu d'une entreprise en relations d'affaires avec Investissement-Québec, ni pour lui-même ni pour un tiers.*
- 13 *Le membre doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.*
- 14 *Le membre qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures à Investissement-Québec.*
- 15 *Le membre qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant Investissement-Québec. Cette prohibition s'étend pendant l'année qui suit la fin définitive de son mandat.*
- 16 *Un comité d'éthique composé de trois membres nommés par le conseil d'administration d'Investissement-Québec est constitué. Ce comité se réunit à la demande du président du conseil d'administration d'Investissement-Québec afin d'examiner toutes questions que lui soumet le conseil d'administration et soumet, le cas échéant, son rapport au conseil d'administration.*



## INDICATEURS DE PRODUCTIVITÉ

Les résultats globaux obtenus par Investissement Québec sont fonction des investissements réalisés par les entreprises clientes, des emplois créés et des retombées fiscales engendrées. Le tableau ci-dessous illustre la performance globale de la Société pour l'exercice 2000-2001 à différents égards.

### Performance globale de la Société

	2000-2001	1999-2000
<b>Interventions financières</b>		
Nombre	929	770
Montant du financement	802,6 M\$	588,4 M\$
Projets financés <sup>(1)</sup>	5 391,9 M\$	3 937,2 M\$
Emplois antérieurs <sup>(2)</sup>	40 891	38 219
Nouveaux emplois <sup>(3)</sup>	24 228	24 532
<b>Indicateurs de performance</b>		
Projet moyen financé par entreprise	6,58 M\$	5,92 M\$
Nouveaux emplois par projet	30	37
Investissement par dollar de financement	6,72 \$	6,69 \$
Emplois créés par million de dollars de financement	30	42
Nombre de dossiers autorisés par employé	2,70	2,38
Engagement financier par employé	2,33 M\$	1,82 M\$
Délai moyen de livraison d'un financement	54 j	55 j
Satisfaction générale <sup>(4)</sup>	93 %	91 %
<b>Retombées fiscales et parafiscales attribuables aux actions de la Société<sup>(5)</sup></b>		
Réalisation des projets	137,2	92,9 M\$
Activités des entreprises		
– Portion du portefeuille évalué <sup>(6)</sup>	77 %	57 %
– Retombées des activités	552,4 M\$	420,5 M\$
Retombées : projets et activités <sup>(7)</sup>	689,5 M\$	513,4 M\$
Coûts <sup>(8)</sup>	147,2 M\$	108,4 M\$
Ratio avantages-coûts <sup>(9)</sup>	4,68/1	4,74/1

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans.

(2) Se reporter à la section « Satisfaction de la clientèle » pour voir comment est déterminé ce pourcentage.

(3) La méthode utilisée pour mesurer les retombées économiques attribuables à Investissement Québec est résumée à la section « Rentabilité économique de la Société ».

(4) L'évaluation porte sur les dossiers d'entreprises dont les états financiers ont été saisis dans le système informatique et dont la date de fin d'exercice se situe entre le 1<sup>er</sup> juillet 1999 et le 30 juin 2000.

(5) Le calcul des retombées économiques en 1999-2000 a été ajusté pour exclure les activités des entreprises ayant bénéficié de l'Entente auxiliaire Canada-Québec.

(6) Des ajustements comptables ont été apportés au calcul des coûts. Les coûts ont été modifiés à la hausse, ce qui explique la baisse du ratio par rapport à celui présenté dans le rapport annuel 1999-2000.

Au cours de l'exercice, le nombre d'interventions financières a augmenté de 20,6 %, alors que le financement accordé a progressé de 36,4 %. Seul le nombre d'emplois créés a légèrement baissé de 1,2 %.

D'autre part, la productivité des employés de la Société a sensiblement augmenté au cours de l'exercice, le nombre d'interventions financières et le montant du financement augmentant plus vite que le nombre d'employés. La performance d'Investissement Québec peut aussi être évaluée de façon qualitative : la satisfaction générale de la clientèle a progressé de trois points, les produits et services proposés par la Société répondent donc de mieux en mieux à la demande.

## INSTRUMENTS DE GESTION

### Plan d'affaires

Le plan d'affaires triennal 1998-2001 a été approuvé par le gouvernement au cours du premier exercice d'Investissement Québec. Cet instrument de gestion détermine les objectifs, les stratégies et les moyens d'action de la Société, le partage des coûts avec le gouvernement et les obligations de rendre compte.

Au 31 mars 2001, le plan d'affaires 2001-2004 était sur le point d'être terminé et approuvé.

### Plan d'action de l'entreprise

Un plan d'action général 2000-2001 a été élaboré en fonction de la mission et des objectifs de la Société. Il définit les axes de développement des actions qui doivent être menées par les unités administratives. Les quatre axes définis dans ce plan d'action sont les suivants:

- augmenter la valeur des investissements et le nombre d'emplois créés;
- améliorer la notoriété du Québec à l'étranger et la notoriété d'Investissement Québec au Québec;
- assurer un leadership québécois (coordination);
- terminer la mise en place de la nouvelle organisation.

### Tableau de bord

Un tableau de bord est préparé régulièrement afin de suivre les résultats et les activités de la Société et de soutenir la prise de décision.

Un tableau de bord sommaire est présenté chaque mois au conseil d'administration d'Investissement Québec. En quelques pages, il est possible de suivre l'évolution des résultats de la Société ainsi que les engagements financiers qui y sont liés. Les résultats sont évalués à partir des mandats et des objectifs fixés en début d'année par le gouvernement du Québec et le conseil d'administration en matière d'investissement, de création d'emplois et de promotion du Québec.

Le même tableau de bord, dans sa version exhaustive, est déposé à la fin de chaque trimestre au comité de direction (le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre). Il présente de l'information plus détaillée sur chacun des programmes administrés par la Société. Il contient aussi de l'information sur l'évolution de la satisfaction de la clientèle, les délais de traitement des dossiers, les activités de promotion, de communication et de notoriété, la gestion des ressources humaines, budgétaires et informationnelles, de même que sur les résultats financiers trimestriels permettant de mesurer la performance financière de la Société.

### Information de gestion

À l'aide de son système d'information Gestion du portefeuille (GESPORT), la Société produit mensuellement un sommaire administratif pour l'ensemble des gestionnaires traitant les différents types de dossiers de financement. Un outil d'interface permet l'extraction de données du système GESPORT et la production de rapports sur demande.

En décembre 2000, la Société a mis en place des indicateurs de gestion interactive à l'intention des gestionnaires responsables des dossiers de financement, qui permettent à ces derniers d'effectuer le suivi hebdomadaire de différents aspects de leurs dossiers de financement (demandes à l'étude, dossiers autorisés par mois, arrérages, suivi des états financiers, dossiers à administrer).

### Évaluation de la rentabilité économique

À la fin de chaque exercice, on évalue les retombées économiques des projets dont le financement a été autorisé au cours de l'année et des activités des entreprises du portefeuille. Les retombées sont analysées par programme, par secteur d'activité et par région administrative.

Par ailleurs, on analyse les retombées économiques pour chacun des projets des moyennes et grandes entreprises voulant bénéficier du programme FAIRE. Cette évaluation, de type proactif, a pour but de compléter l'information nécessaire à l'autorisation des engagements financiers.

### Évaluation de la satisfaction de la clientèle

La Société réalise un sondage écrit auprès de ses clients et de ses partenaires financiers pour mesurer différents paramètres ayant trait à l'accueil, au professionnalisme et à la compétence des employés, à l'adaptabilité et à la souplesse, au délai de traitement ainsi qu'à l'accessibilité et à la visibilité de la Société. Les résultats font l'objet d'une analyse complète déposée au comité de direction une fois par an et sont par la suite intégrés au rapport annuel.

### Comités

Différents comités, grâce auxquels le personnel participe au processus de gestion, ont été formés. Ces comités ont pour but de répondre aux besoins de la clientèle, des partenaires et du personnel de la Société. Voici les comités qui ont été constitués au cours de l'exercice 2000-2001 :

- comité des relations professionnelles;
- comité de consultation des technologies de l'information;
- comité des retombées économiques;
- comité sur le développement de produits financiers;
- comité de suivi de GESPORT (Gestion du portefeuille);
- comité d'évaluation de remplacement de SOISAF (Système d'outils informatisés servant à l'analyse financière);
- comité Internet;
- comité consultatif sur les communications internes;
- comité d'orientation du bulletin *Invest-Québec*;
- table de concertation sur le commerce électronique multimédia.

Par ailleurs, l'exercice de planification stratégique pour la réalisation du plan d'affaires 2001-2004 a donné lieu à la mise sur pied de plusieurs comités de réflexion composés de différents membres du personnel de la Société.

Des réunions d'unités administratives sont organisées régulièrement afin de permettre un échange d'information, un suivi régulier des activités et le partage de commentaires sur les structures, les axes d'action et les façons de faire.

**Protection de l'actif**

La Société prend toutes les mesures nécessaires pour assurer une protection adéquate de son actif financier, informatique et corporel.

Ainsi, toutes les interventions financières constituant le portefeuille de la Société font l'objet d'un suivi systématique par le directeur de portefeuille responsable. Ce suivi englobe, à tout le moins, l'obtention des états financiers annuels de l'entreprise, la production d'un rapport annuel sur l'évolution de l'entreprise, une révision trimestrielle de la catégorie de risque attribuée afin de déterminer la provision pour pertes et, dans le cas des comptes en difficulté, une mise à jour trimestrielle de la valeur des sûretés.

De plus, la Société confirme annuellement le solde des garanties auprès des institutions financières concernées.

En ce qui touche la sécurité des systèmes informatiques, les données informatiques de la Société sont sécurisées, tant sur le plan logique que physique.

En matière de sécurité logique, chaque utilisateur d'Investissement Québec se voit attribuer un code d'accès et un mot de passe personnalisé qui définissent ses droits d'accès aux applications et aux données informatiques. La manipulation des données est ainsi restreinte selon l'utilisateur.

Pour ce qui est de la sécurité physique, les serveurs informatiques sont situés dans une salle climatisée dont l'accès est contrôlé. Des procédures rigoureuses en matière de copies de sécurité sont appliquées quotidiennement, et les copies sont conservées à l'extérieur des locaux de la Société.

Par ailleurs, les biens matériels de la Société font l'objet de protections spécifiques contre le vol et la destruction en vertu de diverses polices d'assurances. Enfin, dans la mesure où elle est autorisée à procéder de la sorte dans les immeubles où elle exerce ses activités, la Société effectue un contrôle de l'accès à ses locaux au moyen de systèmes spécialisés et selon un horaire spécifique.

## INFORMATION FINANCIÈRE

La revue de l'activité financière effectuée par la direction d'investissement Québec présente une analyse sommaire des états financiers de la Société et de son portefeuille. Cette analyse est suivie de la déclaration de responsabilité à l'égard des renseignements financiers, dans laquelle la direction expose ses responsabilités de même que celle de son conseil d'administration. Vient ensuite le rapport du vérificateur dans lequel le vérificateur général du Québec exprime une opinion favorable à l'égard des états financiers consolidés de la Société.

On retrouve, à la fin de la présente section, les états financiers consolidés de la Société, qui regroupent les états financiers de ses filiales en propriété exclusive, soit Garantie Québec, IQ Immigrants Investisseurs Inc., 9037-6179 Québec Inc. et 9071-2076 Québec Inc. Ces états financiers consolidés comprennent: le bilan consolidé, les états consolidés des résultats et de l'excédent, l'état consolidé des flux de trésorerie, ainsi que les notes complémentaires aux états financiers consolidés.

**REVUE DE L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION**

La croissance de la valeur nette du portefeuille d'interventions financières de la Société s'est poursuivie au cours de l'exercice financier terminé le 31 mars 2001. En effet, le portefeuille a augmenté de 6,2 %, passant de 1,28 milliard de dollars au 31 mars 2000 à 1,35 milliard de dollars au 31 mars 2001.

Ce portefeuille est composé de prêts, d'actions, de parts et de garanties. Les prêts, les actions et les parts sont inscrits à l'actif du bilan de la Société. Quant aux garanties, compte tenu qu'elles ne sont ni un élément d'actif ni un élément de passif, elles ne figurent pas au bilan de la Société. Les garanties sont cependant présentées au bas du bilan. Le montant inscrit à ce titre représente les sommes que la Société pourrait être appelée à payer en cas de défaut de paiement des entreprises.

Les interventions financières composant le portefeuille de la Société se subdivisent en deux grandes catégories: les interventions garanties par le gouvernement du Québec et les interventions non garanties. Cette subdivision apparaît dans les notes complémentaires aux états financiers. Le gouvernement assume entièrement les pertes liées aux interventions financières garanties, alors que la Société supporte les pertes associées aux interventions financières non garanties.

**Bilan**

L'actif total de la Société au 31 mars 2001 est de 1,00 milliard de dollars, ce qui représente un léger recul par rapport à l'actif total au 31 mars 2000 (1,05 milliard de dollars). Cette diminution s'explique par le fait que, depuis quelques années, la garantie d'emprunt constitue la forme d'intervention financière privilégiée par la Société. Ainsi, même si le portefeuille de la Société s'accroît, du fait que les garanties d'emprunt sont présentées hors bilan, l'actif total de la Société diminue, et ce, proportionnellement à la diminution du solde des prêts et des participations en actions et des parts.

Par ailleurs, le solde des garanties d'emprunt s'est accru substantiellement, passant de 489 à 601 millions de dollars, ce qui confirme la présence accordée par la Société à ce produit financier.



**État des résultats**

La Société a réalisé un revenu net de 1,6 million de dollars au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2001, par rapport à un revenu net de 43,5 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la dépense de provision pour pertes plus importante dans le cas des interventions financières non garanties par le gouvernement du Québec (dépense de provision supérieure de 41,8 millions de dollars par rapport à celle de l'exercice précédent). Cette augmentation de la dépense de provision pour pertes découle de la détérioration de la situation financière de plusieurs entreprises, résultat d'une tendance à la baisse de la situation économique dans son ensemble.

Par ailleurs, les revenus d'intérêt de la Société ont diminué, passant de 84,9 millions de dollars au 31 mars 2000 à 71,6 millions de dollars au 31 mars 2001. Cette diminution s'explique par la baisse du solde des prêts de la Société, tel que mentionné précédemment, plus particulièrement ceux portant intérêt.

De plus, dans le cadre du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE), la Société a versé, durant le présent exercice, des contributions financières non remboursables totalisant 163 millions de dollars à différentes entreprises, par rapport à 111 millions de dollars au cours de l'exercice précédent. Cette augmentation témoigne du rôle de plus en plus important que joue la Société dans le développement économique du Québec.

**État des flux de trésorerie**

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation s'élèvent à 6,4 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2001. Les flux engendrés par les activités d'investissement sont de 19 millions de dollars pour le présent exercice, en raison de la diminution du solde des prêts, des actions et des parts. Les flux de trésorerie produits par ces deux activités ont contribué au remboursement d'une importante partie de la dette de la Société, soit 58,9 millions de dollars.



## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### Déclaration de responsabilité à l'égard des renseignements financiers

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés d'Investissement Québec et des autres renseignements figurant dans le rapport annuel relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité.

Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées (énoncées à la note 2 des états financiers).

Tous les renseignements financiers figurant dans le rapport annuel concordent avec l'information contenue dans les états financiers.

Le système comptable de la Société ainsi que les contrôles internes et les procédés sont conçus de façon à assurer la fiabilité des données financières et, dans une mesure raisonnable, la protection des biens contre toute perte ou utilisation non autorisée.

Le conseil d'administration, qui surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Par ailleurs, le comité de vérification reçoit rapidement les rapports de vérification relatifs à l'optimisation des ressources et au respect des lois et règlements, notamment la *Loi sur l'administration financière*.

INFORMATION FINANCIÈRE



Louis L. Roquet  
Président-directeur général



André Côté  
Vice-président à l'administration  
et aux services corporatifs

## Rapport du vérificateur

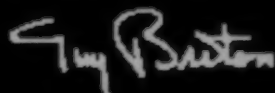
À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié le bilan consolidé d'Investissement Québec au 31 mars 2001 et les états consolidés des résultats et de l'excédent ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2001, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Guy Breton, FCA

Québec, le 6 juin 2001

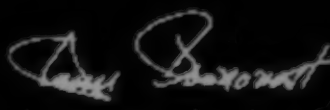
## BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 mars (en milliers de dollars)

Actif	2001	2000
Encaisse	—	1 491
Placements temporaires	250	—
Placements (note 3)	1 311	100
Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 4 et 8)	661 348	694 097
Actions, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 5 et 8)	70 758	75 308
Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 6 et 8)	19 864	16 319
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec (note 8)	175 032	191 990
Immobilisations (note 9)	6 049	6 022
Autres éléments d'actif (note 10)	70 512	43 570
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 005 124</b>	<b>1 028 897</b>
<b>Passif et avoir</b>		
<b>Passif</b>		
Decouvert bancaire	32 284	—
Emprunts à court terme (note 11)	221 500	175 500
Emprunts à long terme (note 12)	489 916	594 791
Intérêts échus et courus sur les emprunts (note 13)	11 008	12 436
Provision cumulée pour pertes sur garanties (notes 7 et 8)	102 592	101 972
Autres éléments de passif (note 14)	17 939	15 876
	875 239	900 575
<b>Avoir</b>		
Avoir initial	32 944	32 944
Excédent	96 941	95 378
	129 885	128 322
<b>Total du passif et de l'avoir</b>	<b>1 005 124</b>	<b>1 028 897</b>
<b>Garanties, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 7 et 8)</b>	<b>601 284</b>	<b>489 096</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,


Louis L. Roquet  
Président-directeur général

Jean Pronovost  
Président du conseil d'administration

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT

Pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2001	2000
Revenus d'intérêt et contribution du gouvernement du Québec au titre d'intérêts (note 15)	71 569	84 923
Prime au risque – gouvernement du Québec	13 637	12 656
Primes au risque – entreprises clientes		
Options d'achat d'actions	2 630	4 670
Autres	6 290	1 555
Honoraires de garantie	6 603	5 118
Commissions d'engagement	5 100	4 845
Gain sur disposition d'actions	—	1 159
Autres revenus	821	892
	106 650	115 818
Frais d'intérêt (note 16)	(54 615)	(68 404)
Honoraires – intermédiaires financiers	(57)	—
<b>Revenu net avant la provision pour pertes et les éléments suivants</b>	<b>51 978</b>	<b>47 414</b>
Provision pour pertes (note 8)	(54 237)	(38 498)
Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec (note 8)	12 880	38 962
<b>Revenu net avant les éléments suivants</b>	<b>10 621</b>	<b>47 878</b>
Contributions financières non remboursables	(164 460)	(117 965)
Contributions financières non remboursables assumées par le gouvernement du Québec	164 460	117 965
Frais d'exploitation et d'administration (note 17)	(34 723)	(27 903)
Honoraires d'administration – gouvernement du Québec	26 034	23 869
Autres dépenses	(354)	(350)
<b>Revenu net avant la quote-part des résultats d'une société satellite</b>	<b>1 578</b>	<b>43 494</b>
Quote-part des résultats d'une société satellite	(15)	—
<b>Revenu net</b>	<b>1 563</b>	<b>43 494</b>
Excédent au début	95 378	51 884
<b>Excédent à la fin</b>	<b>96 941</b>	<b>95 378</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INFORMATION FINANCIÈRE

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2001	2000
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Revenu net	1 563	43 494
Ajustements pour :		
Amortissement de l'escompte et des frais d'émission sur les emprunts à long terme	75	225
Amortissement de l'escompte sur les placements	(10)	—
Gain sur disposition d'actions	—	(1 159)
Virement de revenus reportés	(192)	(192)
Provision pour pertes	54 237	38 498
Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	(12 880)	(38 962)
Amortissement des immobilisations	1 482	1 223
Quote-part des résultats d'une société satellite	15	—
	44 290	43 127
Variation des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation (note 18)	(37 916)	(34 791)
	6 374	8 336
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Acquisition de placements	(1 216)	—
Diminution nette des prêts	21 033	191 368
Diminution nette des actions	4 513	43 012
Augmentation nette des parts	(3 845)	(6 247)
Acquisition d'immobilisations	(1 509)	(1 862)
	18 976	226 271
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Augmentation nette des emprunts à court terme	46 000	36 000
Emprunts à long terme	1 600	—
Remboursement des emprunts à long terme	(106 475)	(269 668)
	(58 875)	(233 668)
<b>Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces</b>	(33 525)	939
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	1 491	552
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice</b>	(32 034)	1 491
<b>Espèces et quasi-espèces</b>		
Encaisse (découvert bancaire)	(32 284)	1 491
Placements temporaires	250	—
	(32 034)	1 491
<b>Information supplémentaire</b>		
Intérêts payés	55 754	73 874

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au 31 mars 2001 (en milliers de dollars)

## 1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Investissement Québec est une personne morale de droit public constituée et régie par la *Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec* (L.R.Q., c. I-16.1).

La Société Investissement Québec a pour mission de favoriser la croissance de l'investissement au Québec. Elle centralise et consolide l'action de l'État en matière de recherche, de promotion et de soutien de l'investissement. Elle cherche à la fois à stimuler l'investissement intérieur et à attirer les investisseurs de l'extérieur du Québec. Elle fait, auprès de ces derniers, la promotion du Québec comme lieu privilégié d'investissement. Elle participe à la croissance des entreprises en favorisant, notamment, la recherche et le développement ainsi que l'exportation. Elle cherche également à conserver les investissements déjà effectués en apportant son soutien aux entreprises implantées au Québec. Elle peut aussi fournir à une entreprise, à un ministère, à un organisme du gouvernement ou à une société d'État des services techniques, notamment en matière d'analyse financière, de montage financier et de gestion de portefeuille. Investissement Québec administre tout programme d'aide financière en matière d'investissement élaboré par le gouvernement. De plus, la Société administre la *Loi sur les Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise* (L.R.Q., c. S-29.1). La Société exécute également tout mandat que lui confie le gouvernement en vertu de l'article 28 de sa loi constitutive.

La Société Garantie Québec, filiale à part entière d'Investissement Québec, a pour objet de faciliter le financement des entreprises québécoises, principalement en garantissant les engagements financiers qu'elles contractent auprès d'institutions financières. Garantie Québec peut également fournir toute autre forme d'aide financière, notamment pour accroître l'investissement des petites et moyennes entreprises ou pour appuyer leurs projets en matière de recherche et de développement ou d'exportation. Elle administre aussi les programmes d'aide financière découlant de la *Loi sur l'aide au développement des coopératives et des personnes morales sans but lucratif* (L.R.Q., c. A-12.1).

L'article 46 de la *Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec* édicte que la Société établit un plan d'affaires, qui inclut les activités de ses filiales, selon la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement du Québec. Ce plan a été approuvé le 7 juillet 1999 (décret numéro 827-99) et prend fin le 31 mars 2001. Un nouveau plan d'affaires est en élaboration.

## 2. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-après. Ces états financiers comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers d'Investissement Québec et ceux de ses filiales, en propriété exclusive, soit Garantie Québec, IQ Immigrants Investisseurs inc., 9037-6179 Québec inc. et 9071-2076 Québec inc.

### Espèces et quasi-espèces

La société présente, dans les espèces et quasi-espèces, l'encaisse, le découvert bancaire ainsi que les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition.

**Placements**

Les billets à recevoir sont comptabilisés au coût. Les revenus d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les escomptes sur les billets à recevoir sont virés aux résultats selon la méthode de l'intérêt réel jusqu'à leur échéance.

Le placement dans une société satellite est comptabilisé à la valeur de consolidation.

**Prêts, actions et parts**

Les prêts, y compris les intérêts courus à recevoir, ainsi que les actions et les parts sont comptabilisés au coût. Lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que le recouvrement total (capital et intérêts) d'un prêt n'est pas raisonnablement assuré, celui-ci est considéré comme un prêt douteux. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés à la provision pour pertes.

Le revenu d'intérêt sur les prêts et les parts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Toutefois, lorsqu'un prêt non garanti par le gouvernement du Québec devient douteux et que les intérêts en souffrance sur le prêt excèdent trois mois, la constatation des intérêts cesse. Les intérêts encaissés sur ces prêts sont inscrits à titre de recouvrement jusqu'à concurrence du montant radié ou provisionné, puis comme revenu d'intérêt par la suite.

Le revenu de dividende sur actions est comptabilisé au moment de l'encaissement. Les gains et les pertes sur disposition d'actions sont inscrits à la date de la cession et du transfert des actions.

La valeur comptable des prêts non garantis par le gouvernement du Québec restructurés en prêts à taux d'intérêt réduit, en prêts sans intérêt ou en actions non participantes est ramenée à la valeur des flux monétaires nets à recevoir en vertu des nouvelles dispositions au taux d'intérêt réel inhérent au prêt. La réduction de la valeur comptable résultant de la restructuration est imputée à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur actualisée, attribuable au passage du temps, est comptabilisée à titre de revenu d'intérêt.

Les biens saisis destinés à être vendus sont présentés à titre de prêts douteux et sont inscrits au moindre du solde du prêt au moment de la saisie ou du produit net estimatif lié à la vente de ces biens. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés à la provision pour pertes.

Les actions participantes provenant de prêts restructurés non garantis par le gouvernement du Québec sont comptabilisées selon la valeur comptable de celles-ci immédiatement après la restructuration. La différence entre la valeur comptable du prêt avant la restructuration et celle des actions est imputée à la provision pour pertes. Toute diminution subséquente de la valeur comptable des actions est aussi imputée à la provision pour pertes. Toute augmentation subséquente n'est constatée que lors de la vente des actions, à titre de gain sur disposition d'actions de l'exercice alors en cours.

**Garanties**

Le solde des garanties, déduction faite de la provision cumulée pour pertes, est présenté au bas du bilan de la Société.

Les réclamations de garanties sont comptabilisées lorsque la Société en a autorisé le déboursement. Les débours sont alors appliqués en réduction du solde des garanties et de la provision cumulée pour pertes sur garanties.



Lorsque la Société considère que des recouvrements sont raisonnablement assurés, le débours est comptabilisé à titre d'actif selon les conventions comptables applicables, selon le cas, aux prêts, actions ou parts.

### **Provision cumulée pour pertes**

La provision cumulée pour pertes sur prêts, actions et parts est présentée au bilan de la Société en réduction de la valeur de ces actifs. La provision cumulée pour pertes sur les garanties est inscrite au passif du bilan de la Société. Ces provisions représentent, selon la Société, l'estimation la plus précise possible des risques prévisibles de pertes sur les interventions financières faisant partie de son portefeuille.

À l'exception des entreprises bénéficiant des programmes d'investissement en démarrage et redémarrage d'entreprises, les sociétés clientes sont toutes regroupées en cinq catégories de risque définies par des critères de solvabilité et de crédit; la catégorisation des entreprises est constamment mise à jour.

Une de ces catégories comprend les clients insolvable. Une autre inclut les entreprises dont l'insolvabilité à court terme semble probable. Tous les prêts douteux se retrouvent dans l'une ou l'autre de ces catégories. La provision pour pertes sur les interventions financières comprises dans ces deux catégories correspond au solde de l'intervention, diminué de la valeur de réalisation estimative des sûretés, auquel est appliqué un pourcentage d'ajustement découlant de l'historique de recouvrement des dossiers faisant partie de ces catégories. Lorsqu'une entreprise classée dans l'une ou l'autre de ces catégories est en liquidation, qu'elle a cessé tout remboursement à la Société et que son redressement est improbable, une radiation est alors effectuée.

Les trois autres catégories de risque englobent les entreprises dont la situation financière correspond à celle de la clientèle cible de la Société. Pour chacune de ces catégories, une provision de groupe est calculée par l'application d'un taux de provision au solde des interventions financières. Le taux de provision de chaque catégorie découle d'une analyse statistique à l'égard du nombre et de l'importance des pertes constatées ou devenues probables un an après le classement des entreprises.

Les interventions financières faisant partie de l'une ou l'autre des catégories de risque décrites précédemment et affichant un solde cumulatif par entreprise exceptionnellement élevé font l'objet d'une provision pour pertes spécifique.

Pour les programmes d'investissement en démarrage et redémarrage d'entreprises, une provision globale est calculée. Cette provision correspond au montant des garanties autorisées auquel est appliqué un taux basé sur l'expérience, diminué des débours de garantie dans ces programmes.

Certains prêts peuvent faire l'objet d'une exonération de remboursement selon des conditions prévues au contrat de prêt. La provision pour pertes sur ces prêts intègre les risques d'insolvabilité décrits précédemment et les risques inhérents au contrat de prêt.

Les actions d'une classe particulière sont des actions non participantes, sans dividende et sans date de rachat prévue. Compte tenu de la faible probabilité de recouvrement total ou partiel de la valeur de rachat de ces actions, celles-ci sont provisionnées à 100%.

### **Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec**

Le gouvernement du Québec assume une quote-part de la provision pour pertes de la Société. Cette quote-part correspond à la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement du Québec.

**À recevoir du gouvernement du Québec**

Le gouvernement du Québec contribue au financement de la Société en lui remboursant les pertes sur les interventions financières garanties et les contributions financières non remboursables, en lui versant une contribution au titre d'intérêts sur certaines interventions financières et en lui versant certains revenus (prime au risque et honoraires). Le solde à recevoir de ces contributions figure au poste « Autres éléments d'actif ».

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties à compter de leur mise en service, en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

Logiciels, matériel et développement informatique	20 %
Mobilier de bureau	10 %
Améliorations locatives	10 %

**Escompte et frais d'émission des emprunts à long terme**

L'escompte et les frais d'émission des emprunts à long terme sont reportés et sont amortis sur la durée de l'emprunt concerné, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

**Terrain destiné à la vente**

Le terrain est évalué au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût englobe les frais relatifs aux travaux de décontamination et d'assainissement.

**Revenus reportés**

La contribution du gouvernement du Québec à l'acquisition d'immobilisations est reportée et virée aux résultats selon la même méthode et aux mêmes taux que ceux utilisés pour l'amortissement des immobilisations.

**Prime au risque - gouvernement du Québec**

Le gouvernement du Québec verse une prime à la Société pour tenir compte du risque lié aux interventions financières dont elle assume les pertes. Cette prime correspond à 7 % du montant des interventions financières autorisées par la Société. Elle est comptabilisée à titre de revenu lors de l'autorisation de l'intervention.

**Primes au risque - entreprises clientes**

Au moment de l'autorisation d'un prêt ou d'une garantie, la Société exige généralement de l'entreprise cliente une prime pour tenir compte du risque. La prime, sous forme d'option d'achat d'actions, est comptabilisée au moment où il y a entente avec le client quant au montant exact et quant à la date de paiement de cette prime. La prime, sous forme de participation aux bénéfices, est payable et comptabilisée au plus tard six mois après la fin de l'exercice financier de l'entreprise. La prime, de nature forfaitaire, est comptabilisée au moment où elle devient exigible selon le contrat.

Les gains sur disposition d'actions acquises à la suite de l'exercice d'une option sont présentés sous la rubrique « Primes au risque - options d'achat d'actions » de l'état des résultats de la Société.

**Contributions financières non remboursables**

Les contributions financières non remboursables accordées aux entreprises sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel la Société en a autorisé le déboursement. La contribution correspondante du gouvernement du Québec est alors jugée acquise à la Société.

**Honoraires - intermédiaires financiers**

La Société verse des honoraires aux intermédiaires financiers pour le démarchage d'un immigrant investisseur, pour la recherche d'une entreprise à recommander pour l'octroi d'une contribution financière non remboursable ainsi que pour la fermeture du dossier.

Les honoraires versés pour le démarchage d'un immigrant investisseur sont reportés et virés aux résultats sur la durée du placement correspondant, selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les honoraires versés pour la recherche d'une entreprise à recommander pour l'octroi d'une contribution financière non remboursable sont comptabilisés lors de l'acceptation de l'intervention financière par l'entreprise. Les honoraires versés pour la fermeture d'un dossier sont comptabilisés à l'échéance du placement.

**Régimes de retraite**

La Société cotise à des régimes de retraite gouvernementaux interentreprises à prestations déterminées. Ces cotisations sont comptabilisées selon les normes comptables relatives aux régimes à cotisations déterminées, compte tenu que la Société ne dispose pas de données suffisantes pour appliquer les normes relatives aux régimes à prestations déterminées.

**Conversion des devises**

Les garanties exprimées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les comptes de résultats sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

**3. Placements**

	2001	2000
Billets à recevoir du gouvernement du Québec, de 5,22 % à 5,67 %, échéant entre le 24 janvier 2006 et le 21 mars 2006	1 226	—
Société satellite, apport de capital, à la valeur de consolidation	85	100
	1 311	100

**4. Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes**

			2001	2000
	Non garantis par le gouvernement du Québec	Garantis par le gouvernement du Québec	Total	Total
<b>Prêts</b>				
Portant intérêt	73 326	162 641	235 967	292 734
Sans intérêt	269	443 628	443 897	419 197
Restructurés	7 723	—	7 723	7 303
Douteux	37 340	72 848	110 188	99 574
	118 658	679 117	797 775	818 808
<b>Provision cumulée pour pertes</b>				
Prêts portant intérêt et sans intérêt	(7 580)	(28 778)	(36 358)	(32 692)
Prêts restructurés	(3 539)	—	(3 539)	(3 402)
Prêts douteux	(26 793)	(69 737)	(96 530)	(88 617)
	(37 912)	(98 515)	(136 427)	(124 711)
	80 746	580 602	661 348	694 097

**5. Actions, déduction faite de la provision cumulée pour pertes**

			2001	2000
	Non garanties par le gouvernement du Québec	Garanties par le gouvernement du Québec	Total	Total
<b>Actions</b>				
Ordinaires	3 147	14 915	18 062	15 633
Privilégiées	486	70 668	71 154	71 658
D'une classe particulière	—	11 950	11 950	17 851
Provenant de prêts restructurés	4 070	—	4 070	4 607
	7 703	97 533	105 236	109 749
<b>Provision cumulée pour pertes</b>				
Actions ordinaires	(1 862)	(11 320)	(13 182)	(11 270)
Actions privilégiées	(342)	(7 358)	(7 700)	(3 798)
Actions d'une classe particulière	—	(11 950)	(11 950)	(17 851)
Actions provenant de prêts restructurés	(1 646)	—	(1 646)	(1 522)
	(3 850)	(30 628)	(34 478)	(34 441)
	3 853	66 905	70 758	75 308

La Société détient des actions émises par des entreprises publiques. La valeur nette comptable de ces actions au 31 mars 2001 est de 2 432 milliers de dollars (2 111 milliers de dollars au 31 mars 2000). Selon les cotes en Bourse au 31 mars 2001, ces actions ont une valeur de 10 360 milliers de dollars (8 899 milliers de dollars au 31 mars 2000).

## 6. Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes

	Non garanties par le gouvernement du Québec	Garanties par le gouvernement du Québec	2001   <b>Total</b>	2000   <b>Total</b>
<b>Parts</b>				
Privilegiées de coopératives	46	2 653	<b>2 699</b>	2 479
De sociétés en commandite	—	18 949	<b>18 949</b>	15 324
	46	21 602	<b>21 648</b>	17 803
<b>Provision cumulée pour pertes</b>	(7)	(1 777)	<b>(1 784)</b>	(1 484)
	39	19 825	<b>19 864</b>	16 319

## 7. Garanties, déduction faite de la provision cumulée pour pertes

	Non garanties par le gouvernement du Québec	Garanties par le gouvernement du Québec	2001   <b>Total</b>	2000   <b>Total</b>
<b>Garanties</b>				
D'emprunt	230 236	275 237	<b>505 473</b>	426 165
D'engagement financier	57 650	140 753	<b>198 403</b>	164 903
	287 886	415 990	<b>703 876</b>	591 068
<b>Provision cumulée pour pertes</b>				
Garanties d'emprunt	(44 851)	(40 005)	<b>(84 856)</b>	(92 235)
Garanties d'engagement financier	(13 629)	(4 107)	<b>(17 736)</b>	(9 737)
	(58 480)	(44 112)	<b>(102 592)</b>	(101 972)
	229 406	371 878	<b>601 284</b>	489 096

**8. Provision cumulée pour pertes**

			2001	2000
	Interventions financières non garanties par le gouvernement du Québec	Interventions financières garanties par le gouvernement du Québec <sup>(1)</sup>	Total	Total
Solde au début de l'exercice	70 618	191 990	262 608	419 551
<b>Provision pour pertes</b>	41 357	12 880	54 237	38 498
Recouvrements	2 748	943	3 691	9 753
Radiations <sup>(2)</sup>	(7 782)	(16 838)	(24 620)	(162 025)
Debours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif	(6 692)	(13 943)	(20 635)	(43 169)
	100 249	175 032	275 281	262 608
<b>La provision cumulée pour pertes se répartit comme suit :</b>				
Prêts	37 912	98 515	136 427	124 711
Actions	3 850	30 628	34 478	34 441
Parts	7	1 777	1 784	1 484
Garanties	58 480	44 112	102 592	101 972
	100 249	175 032	275 281	262 608

(1) Correspond à la « Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec » présentée à l'actif du bilan.

(2) Les radiations au titre de prêts restructurés s'élevaient à 103 milliers de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 (2 031 milliers de dollars au 31 mars 2000).

**9. Immobilisations**

			2001	2000
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Logiciels, matériel et développement informatique	7 203	(2 547)	4 656	5 260
Mobilier de bureau	235	(23)	212	110
Améliorations locatives	1 315	(134)	1 181	652
	8 753	(2 704)	6 049	6 022

**10. Autres éléments d'actif**

	2001	2000
À recevoir du gouvernement du Québec	67 799	41 753
Escompte et frais d'émission des emprunts à long terme	186	261
Honoraires d'intermédiaires financiers reportés	56	—
Terrain destiné à la vente (note 21)	184	184
Autres débiteurs	2 287	1 372
	70 512	43 570

**11. Emprunts à court terme**

	2001	2000
Acceptations bancaires – institutions financières, de 5,04 % à 5,33 %, échéant entre le 2 et le 25 avril 2001	168 000	77 500
Billet – Fonds de financement du gouvernement du Québec, à 5,01 %, échéant le 30 avril 2001	53 500	98 000
	<b>221 500</b>	<b>175 500</b>

**12. Emprunts à long terme**

	2001	2000
Obligations série H, à 11,50 %, échues le 27 juillet 2000 <sup>(1)</sup>	—	50 000
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Québec :		
– de 7,50 % à 9,31 %, échéant entre le 1 <sup>er</sup> avril 2002 et le 1 <sup>er</sup> décembre 2003	353 548	353 548
– au taux des acceptations bancaires (3 mois), majoré de 0,123 %, échu le 2 mars 2001	—	56 475
– au taux des acceptations bancaires (3 mois), majoré de 0,168 %, échéant le 21 août 2002	34 768	34 768
– au taux des acceptations bancaires (3 mois), majoré de 0,034 %, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2003	100 000	100 000
Billets – immigrants investisseurs, sans intérêt, échéant entre le 24 janvier 2006 et le 21 mars 2006 <sup>(1)</sup>	1 600	—
	<b>489 916</b>	<b>594 791</b>

Les montants des versements en capital à effectuer sur les emprunts à long terme au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	2002	2003	2004	2005	2006
	<b>148 219</b>	<b>205 981</b>	<b>134 116</b>	<b>—</b>	<b>1 600</b>

(1) Le paiement du capital et des intérêts est garanti par le gouvernement du Québec.

**13. Intérêts échus et courus sur les emprunts**

	2001	2000
Institutions financières	24	1 178
Fonds de financement du gouvernement du Québec	10 984	11 258
	<b>11 008</b>	<b>12 436</b>

**14. Autres éléments de passif**

	2001	2000
Revenus reportés <sup>(1)</sup>	2 449	1 948
Contributions financières non remboursables et garanties à payer	6 766	6 061
Congés de maladie et vacances à payer	6 747	5 733
Autres créiteurs	1 977	2 134
	<b>17 939</b>	<b>15 876</b>

(1) Inclut la contribution du gouvernement du Québec à l'acquisition d'immobilisations au montant de 577 milliers de dollars au 31 mars 2001 (269 milliers de dollars au 31 mars 2000).



# 15. Revenus d'intérêt et contribution du gouvernement du Québec au titre d'intérêts

	2001	2000
Intérêts sur les prêts	25 836	31 765
Intérêts sur les placements	12	—
Contribution du gouvernement du Québec au titre d'intérêts sur les interventions financières garanties à rendement réduit <sup>(1)</sup>	45 721	53 158
	71 569	84 923

(1) Cette contribution vise des interventions financières garanties par le gouvernement du Québec. Elle correspond à l'excédent du coût d'emprunt moyen de la Société sur le rendement de ces interventions.

# 16. Frais d'intérêt

	2001	2000
Intérêts sur les emprunts à long terme <sup>(1)</sup>	44 935	58 003
Intérêts sur les emprunts à court terme et frais bancaires <sup>(1)</sup>	9 355	9 676
Frais de garantie des emprunts à long terme	250	500
Amortissement de l'escompte et des frais d'émission des emprunts à long terme	75	225
	54 615	68 404

(1) Les frais d'intérêt sur emprunts contractés auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec s'élèvent à 45 851 milliers de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 (51 371 milliers de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2000).

# 17. Frais d'exploitation et d'administration

	2001	2000
Salaires et charges sociales	22 146	17 332
Loyers	2 511	2 174
Déplacements, représentation, publicité et promotion	4 285	3 504
Honoraires	1 274	1 575
Amortissement des immobilisations	1 482	1 223
Autres	3 025	2 095
	34 723	27 903

# 18. Variation des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation

	2001	2000
Autres éléments d'actif	(27 017)	(14 101)
Intérêts échus et courus sur les emprunts	(1 428)	(6 446)
Autres éléments de passif	2 255	4 781
Provision cumulée pour pertes	(41 564)	(195 441)
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	29 838	176 416
	(37 916)	(34 791)

## 19. Engagements

Interventions financières autorisées, non déboursées ou mises en vigueur ou dont le déboursement n'a pas été autorisé au 31 mars

			2001	2000
	Non garanties par le gouvernement du Québec	Garanties par le gouvernement du Québec	Total	Total
Prêts	8 204	283 665	291 869	188 049
Actions	—	—	—	58
Parts	—	2 379	2 379	3 258
Garanties	140 661	465 390	606 051	353 245
Contributions financières non remboursables	142	403 940	404 082	386 366
	149 007	1 155 374	1 304 381	930 976

## 20. Régimes de retraite

Les membres du personnel d'Investissement Québec participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties lors de la retraite et du décès. Les obligations d'Investissement Québec envers ces régimes gouvernementaux se limitent à des cotisations à titre d'employeur. Les cotisations d'Investissement Québec imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 519 milliers de dollars (816 milliers de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2000).

Le taux de cotisation de l'employeur pour le service régulier du RREGOP jusqu'au 31 décembre 1999 correspondait à 5,22 % du salaire admissible pour les participants syndicables (5,02 % pour les participants non syndicables). À la suite des modifications apportées au régime, le taux de cotisation de l'employeur pour le service régulier correspond, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, à 3,51 % du salaire admissible pour les participants syndicables (0,79 % pour les participants non syndicables).

## 21. Éventualités

En vertu du décret 1421-98 du gouvernement du Québec daté du 11 novembre 1998, 9071-2076 Québec inc., filiale d'Investissement Québec, a fait l'acquisition en décembre 1998 d'un terrain affecté de pollution pour le prix de un dollar. Investissement Québec est garante du passif environnemental de ce terrain jusqu'à ce que des fonds soient disponibles dans cette filiale pour assumer ce passif. La Société n'est pas en mesure d'évaluer l'impact financier lié à ce passif environnemental. Toutefois, en vertu de sa loi constitutive, les pertes qui pourraient découler de ce passif éventuel seront assumées par le gouvernement du Québec.

Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires ne peut avoir d'incidence importante sur sa situation financière ni sur les résultats de son exploitation.

**22. Opérations entre apparentés**

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Les opérations commerciales de la Société avec ces apparentés ont été conclues dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La majorité de ces opérations, comptabilisées selon la valeur d'échange, ont été divulguées distinctement dans les états financiers.

**23. Chiffres comparatifs**

Certains chiffres de l'exercice 2000 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2001.

## MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR ÉVALUER LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES PROJETS ET DU PORTEFEUILLE

Une évaluation de la mise en place de l'actif financé est effectuée par la Société. Cette évaluation porte sur l'ensemble des projets financés en 2000-2001, à l'exclusion des offres de financement refusées par les entreprises, des dossiers relevant de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement industriel ainsi que des projets apparentés à une vente, déjà évalués dans le cadre des retombées économiques du portefeuille.

L'analyse porte sur les coûts des projets, ventilés par type de dépense: construction, équipement et machinerie, honoraires professionnels et fonds de roulement. Dans le but d'évaluer les retombées de l'utilisation de l'actif financé par la Société, on tient compte des ventes des entreprises inscrites à leurs derniers états financiers.

Avec ces données, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a évalué les retombées économiques découlant de la réalisation des projets. Pour effectuer cette quantification, l'ISQ a utilisé son modèle intrants-extrants. Messieurs Yves Dion, économiste et professeur, et Régis Fortin, professeur en finances à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), ont analysé les répercussions de la réalisation des projets financés par la Société sur l'économie du Québec, par programme, par secteur et par région.

La méthode employée prévoit l'élimination du double comptage des ventes, notamment pour les entreprises ayant bénéficié de plus d'un programme. L'évaluation des retombées du portefeuille porte sur un échantillon de 77 % des entreprises clientes, contre 57 % l'année précédente. Toutes les données proviennent généralement d'états financiers vérifiés ou ayant fait l'objet d'une mission d'examen. Les résultats sont présentés par programme, par secteur et par région, selon les paramètres suivants: emplois, valeur ajoutée et recettes du gouvernement du Québec. Ils ont été produits par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), au moyen de son modèle intrants-extrants. La composition du portefeuille d'Investissement Québec évolue, si bien que la variation des retombées économiques dans le temps peut être attribuable, en partie, au roulement des entreprises (entrées et sorties de portefeuille) et non pas seulement à leur performance ou à la conjoncture économique.

De plus, la Société est en mesure de quantifier la part des retombées économiques qui lui est attribuable et, par le fait même, d'évaluer la rentabilité de ses activités. Pour les programmes de financement des PME et les mandats gouvernementaux, cette portion correspond aux retombées des projets réalisés par des entreprises qui dépassaient le seuil de risque normal des institutions financières privées. Pour le programme FAIRE, la part des retombées attribuable à Investissement Québec est proportionnelle à la probabilité de non-réalisation d'un projet pondérée par le gain net pour l'économie. Tant pour l'évaluation des projets que pour celle du portefeuille, il s'agit d'évaluations objectives, fondées sur un système de cotation mettant en relation un ensemble de paramètres financiers et économiques.

Cette méthode et les résultats globaux ont fait l'objet de nombreuses communications publiques, notamment au congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement de la science en 1997 et en 1998, au congrès de l'Association canadienne d'évaluation en mai 1999, et au congrès de l'American Chamber of Commerce Research Association, qui se tiendra en juin 2001.

## LISTE DES PRODUITS FINANCIERS GÉRÉS PAR INVESTISSEMENT QUÉBEC AU 31 MARS 2001

### Garantie PME

Garantie de remboursement pouvant couvrir une partie des pertes assumées par les institutions financières. Cette garantie vise à aider les entreprises à obtenir du financement pour leurs projets d'investissement, d'innovation ou d'alliance stratégique dans les secteurs manufacturier, tertiaire moteur et touristique ou pour leurs projets d'exportation.

La Garantie PME permet également aux entreprises qui ont besoin de liquidités de financer de façon intérimaire les crédits d'impôt auxquels elles ont droit en vertu des mesures fiscales suivantes :

- Recherche scientifique et développement expérimental de Revenu Québec et de Revenu Canada;
- Zone de commerce international de Montréal à Mirabel;
- Cité de l'optique;
- Activités de transformation dans les régions-ressources;
- Carrefours de la nouvelle économie;
- Centres de développement des technologies de l'information;
- Centres de développement en biotechnologie de Laval;
- Centre national des nouvelles technologies de Québec;
- Cité de la biotechnologie et de la santé humaine du Montréal métropolitain;
- Cité du multimédia;
- Gaspésie et certaines régions maritimes;
- Production de titres multimédias;
- Spectacle numérique;
- Technopôle Angus;
- Vallée de l'aluminium.

Enfin, la Garantie PME peut aider les entreprises à financer leur fonds de roulement de croissance ou à financer des projets prometteurs mais non admissibles au programme régulier (mesures d'expérimentation).

### Garantie COOP

Garantie de remboursement pouvant couvrir une partie des pertes assumées par les institutions financières. Cette garantie vise à aider les entreprises coopératives à obtenir du financement pour leurs projets de démarrage, de développement ou de consolidation financière.

### Garantie OBNL, économie sociale

Garantie de remboursement pouvant couvrir une partie des pertes assumées par les institutions financières. Cette garantie vise à aider les organismes à but non lucratif (OBNL) à caractère commercial à obtenir du financement pour leurs projets de démarrage ou de développement.

### Déclic PME

Garantie de remboursement visant à aider les petites entreprises en démarrage à obtenir du financement.

### **Société de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ)**

Programme de création de sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, qui ont pour but d'investir dans le capital-actions des PME québécoises pour favoriser leur capitalisation et qui permettent aux investisseurs de profiter d'avantages fiscaux intéressants.

### **Programme des immigrants investisseurs — pour l'aide aux entreprises**

Programme visant à favoriser le développement économique en injectant dans les entreprises québécoises les revenus de placement confiés par des immigrants investisseurs à IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d'Investissement Québec.

### **Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)**

Programme de soutien financier destiné à stimuler l'investissement et la création d'emplois. Grâce à ce programme, les entreprises peuvent bénéficier d'une contribution financière remboursable ou non remboursable, obtenir une garantie de remboursement ou partager certains coûts avec Investissement Québec.

### **Mesures fiscales**

Gestion de mesures fiscales, y compris l'évaluation des demandes d'admissibilité des entreprises et la production des attestations d'admissibilité annuelles ou des certificats, relatives aux crédits d'impôt remboursables suivants :

- Activités de transformation dans les régions-ressources;
- Carrefours de la nouvelle économie;
- Centres de développement des technologies de l'information;
- Centres de développement en biotechnologie de Laval;
- Centre national des nouvelles technologies de Québec;
- Cité de la biotechnologie et de la santé humaine du Montréal métropolitain;
- Cité du multimédia;
- Gaspésie et certaines régions maritimes;
- Production de titres multimédias;
- Spectacle numérique;
- Technopôle Angus;
- Vallée de l'aluminium.

Pour plus de renseignements sur ces produits financiers, voir le site Internet d'Investissement Québec : [www.investquebec.com](http://www.investquebec.com)



## BUREAUX D'INVESTISSEMENT QUÉBEC

### MONTREAL

393, rue Saint-Jacques, bureau 500  
Montréal (Québec)  
H2Y 1N9  
Téléphone : (514) 873-4375  
1 800 461-2433  
Télécopieur : (514) 873-5786

### LONGUEUIL

1010, rue de Sérigny, bureau 310  
Longueuil (Québec)  
J4K 5G7  
Téléphone : (450) 928-5688  
Télécopieur : (450) 928-5699

### JONQUIÈRE

3950, boulevard Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec)  
G7X 8L6  
Téléphone : (418) 695-7865  
Télécopieur : (418) 695-8156

### TROIS-RIVIÈRES

100, rue Laviolette, 3<sup>e</sup> étage  
Trois-Rivières (Québec)  
G9A 5S9  
Téléphone : (819) 371-6012  
Télécopieur : (819) 371-6792

### DRUMMONDVILLE

1406, rue Michaud  
Drummondville (Québec)  
J2C 7V3  
Téléphone : (819) 478-9675  
Télécopieur : (819) 478-9717

Bureau européen, Paris

Téléphone : (331) 42 99 61 50  
Télécopieur : (331) 42 99 61 69

### Rédaction et révision

Direction de l'évaluation de la performance, Direction de la comptabilité et de la trésorerie,  
Direction des communications et Communications DAZ.

### Conception graphique

Stéphane Huot, designer graphique

### Infographie

Communications DAZ

### Impression

Litho Acme - La Renaissance

### Dépôt légal-2001

Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN 2-550-37744-3

© Investissement Québec

### QUÉBEC

1200, route de l'Église, bureau 500  
Sainte-Foy (Québec)  
G1V 5A3  
Téléphone : (418) 643-5172  
Télécopieur : (418) 528-2063

### LAVAL

3030, boul. Le Carrefour, bureau 801  
Laval (Québec)  
H7T 2P5  
Téléphone : (450) 680-6161  
Télécopieur : (450) 680-6171

### RIMOUSKI

70, rue Saint-Germain Est, bureau 100  
Rimouski (Québec)  
G5L 7J9  
Téléphone : (418) 727-3582  
Télécopieur : (418) 727-3686

### SHERBROOKE

200, rue Belvédère Nord, bureau 3.10  
Sherbrooke (Québec)  
J1H 4A9  
Téléphone : (819) 820-3224  
Télécopieur : (819) 820-3825





